

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

**Recherches sur le Problème
de l'Administration des Biens
de la femme mariée**

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier
par

Joseph MAURANDI

Avocat à la Cour d'Appel de Montpellier

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. VIALLETON, prof., président.
BECQUE, professeur.
BOSC, professeur.

Assesseurs

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages, 1

—
1937

**Recherches sur le Problème de l'Administration
des biens de la femme mariée**

THE OFFICE OF THE
TREASURER OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

TO THE HONORABLE SECRETARY OF THE TREASURY

FOR THE PAYMENT OF THE

DEBENTURES OF THE

UNITED STATES OF AMERICA

TO THE HONORABLE SECRETARY OF THE TREASURY

FOR THE PAYMENT OF THE

DEBENTURES OF THE

UNITED STATES OF AMERICA

1864

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

Recherches sur le Problème de l'Administration des Biens de la femme mariée

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

par

Joseph MAURANDI

Avocat à la Cour d'Appel de Montpellier

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. VIALLETON, prof., président.

BECQUE, professeur.

BOSC, professeur.

Assesseurs

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT
1, Rue de Sauvages, 1

1937

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International
Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, Professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, Professeur d'Economie politique.

DELBEZ, Professeur de Droit Constitutionnel.

TISSET, agrégé d'Histoire du Droit.

LEMERCIER, chargé de cours de Droit romain.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

VALÉRY, Doyen honoraire, Correspondant de l'Institut.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.

JURY

MM. VIALLETON, professeur. président.

BECQUÉ, professeur.

BOSC, professeur.

Assesseurs

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



CHAPITRE PRELIMINAIRE

Origine et développement de la notion d'administration des biens de la femme mariée

1. - Premiers Symptômes.
2. - Dans les coutumes barbares.
3. - Dans le Droit romain.
4. - Dans notre Ancien Droit.

Tous les régimes nuptiaux, à l'exception de la communauté universelle, laissent à la femme des biens dont elle conserve la propriété mais par l'effet de la loi, le pouvoir de les administrer passe aux mains de son mari. Cependant, en adoptant le régime de la séparation de biens, ou en se constituant des biens paraphernaux sous le régime dotal, ou encore par une stipulation expresse du contrat de mariage, la femme peut se réserver l'administration de ses propres biens. Le mari ou la femme pourront donc selon le cas, être investis de la fonction d'administrateur.

Mais dans l'infinie variété des actes juridiques qui s'offrent à l'activité de l'époux chargé de cette fonction, certains, visant principalement la conservation ou les soins à donner au patrimoine, seront autorisés pour lui, tandis que les autres lui seront interdits. Notre but est précisément

de contribuer à établir la distinction essentielle entre les actes d'administration qui lui sont ainsi permis et les actes de disposition qui, excédant sa fonction, ne pourront être accomplis que par la femme propriétaire munie, s'il y a lieu, de son autorisation. Mais avant de nous livrer à la recherche du critérium de cette distinction, il convient de se demander comment nos ancêtres ont envisagé la question. Des leçons du passé, des enseignements de l'histoire, nous tirerons des observations fécondes pour la solution du problème actuel.



I. — L'idée d'administrer un bien paraît remonter assez haut dans le passé, mais au sujet des biens de la femme mariée qui seuls nous intéressent, il a fallu attendre qu'elle devint capable d'en posséder à titre de propriétaire ⁽¹⁾, car l'on ne peut concevoir une administration s'il n'existe pas de propriété.

Bien que cela n'intéresse pas les origines directes de notre droit, il n'est pas sans intérêt d'indiquer que la femme grecque, à demi cloîtrée dans le gynécée familial, avait cependant une dot qui lui constituait un patrimoine inviolable et dont le mari était le tuteur comptable. Le mari était le maître de la dot pendant le mariage, mais il devait entretenir la femme et les enfants avec les revenus, et à la

(1) La femme n'a pas toujours eu le droit d'être propriétaire. Dans l'Inde, la loi de Manou permet bien à la femme de posséder un pécule, mais la propriété en restait au père ou au mari, elle n'en avait qu'une espèce d'usage. KOLHER cependant a prétendu que la femme hindoue a pu ensuite avoir un patrimoine propre. Chez les Juifs la loi de Moïse était à peu près identique. En Egypte il semble au contraire que d'après les conventions matrimoniales la femme ait eu une grande indépendance avec le pouvoir de posséder des biens. Voir : DARESTE : *Les Anciens codes brahmaniques* : *Journal des savants*, Janv.-Fév. 1884. Même auteur : *Les papyrus gréco-égyptiens* : *Journal des savants*, mars 1883.

dissolution il était tenu de restituer cette dot suivant un état estimatif dressé le jour de la célébration ⁽²⁾. Pour l'y contraindre, la femme avait des actions, un privilège et parfois même une hypothèque ⁽³⁾. La femme avait en fait toutes les prérogatives supérieures du propriétaire et le mari devait restituer après avoir exploité. Nous voyons là le premier embryon de la notion d'administration. Mais notre ancien droit ne tire pas son origine d'une législation aussi lointaine ; il a été formé par la fusion des coutumes barbares et de la loi écrite romaine, nous allons voir que l'une et l'autre de ces sources ont connu les premières bases de la théorie moderne de l'administration.



II. — Chez les Barbares des pays du Nord qui ne connaissent d'autre procédure que le combat et défendaient leurs droits par les armes, nous allons trouver une physionomie bien étonnante de l'état de la femme. Incapable de se défendre, elle était toujours sous la tutelle de ses parents ou de son mari, mais tandis qu'en Grèce ou à Rome son incapacité provenait de sa prétendue faiblesse morale, chez les Germains et les Scandinaves, elle était due à sa faiblesse physique et on reconnaissait à la femme une personnalité aussi grande que celle de son mari. Mais elle n'a pas seulement une personnalité, elle possède aussi un patrimoine et des droits, et si elle est incapable de les exercer, elle a un « champion », parent ou mari, qui la représente et se bat pour elle. La femme est bien vendue au mari, mais ce n'est là qu'un symbole, une sorte de « coemp-

(2) G. BARRILLEAU : *La Constitution de dot dans l'Ancienne Grèce : Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1883. Tome VII, p. 145 et s.

(3) Paul GIDE : *Etude sur la condition de la femme dans le droit ancien et moderne*, p. 85.

tio » romaine : le prix de vente était payé à la femme et formait son douaire. En plus de cette sorte de dot apportée par le mari, la femme était encore obligatoirement dotée par sa famille. Partout on retrouvait un même principe d'équité et de réciprocité dans les rapports entre époux et c'est de cette tendance qu'on peut dégager les droits des époux sur le patrimoine conjugal. Le mari disposait aussi librement de ses biens que des biens de sa femme, qui étaient tous confondus dans une sorte de communauté, mais il devait à la dissolution, les restituer, sinon en nature du moins en valeur. La femme avait d'ailleurs un droit qui suffisait à contenir les pouvoirs du mari. Les vieux textes barbares nous disent : « Si le ménage tourne à mal et qu'il y ait lieu de craindre que la femme ne puisse que difficilement recouvrer sa dot... elle devra s'adresser à l'Evêque... l'Evêque, s'il le juge bon, lui permettra de reprendre tout ou partie de sa dot ». C'est là une véritable séparation de biens judiciaire.

Si le mari disposait librement des biens de sa femme, il ne devait pas en compromettre dangereusement la valeur, sinon la femme en demandait la restitution anticipée. N'est-ce pas là, le premier germe de l'idée d'administrer? Evidemment nous n'y retrouvons pas les détails de notre concept moderne avec les limites subtiles apportées à la gestion du mari et les garanties énergiques accordées à la femme par le jeu de son hypothèque légale, mais il faut se souvenir que dans ces sociétés primitives, les idées juridiques n'étaient pas développées comme elles le sont aujourd'hui. Pour ces rudes Germains, la menace de restitution avant la dissolution était assez forte pour servir de mesure à l'indépendance du mari ; cette menace délimitait ce que nous appellerions aujourd'hui ses pouvoirs d'administration.

Bien plus, la femme elle-même, peut quelquefois agir sur son patrimoine. Si elle a besoin de l'assistance d'un

parent ou du mari pour les actes importants dont elle peut avoir l'initiative, elle peut faire seule et sans conseil « les actes de minime importance et de simple administration » (4). Elle est donc, dans une certaine mesure, capable de fait et cette « *simple administration* » dont nous parle GIDE, doit s'apparenter étrangement aux actes qu'accomplit la femme de nos jours en vertu du mandat domestique. Il n'y a là qu'une ébauche d'administration sans doute, mais la notion existe aussi pour la femme comme pour le mari.

Tandis que les Germains du Sud devaient voir la rudesse et la simplicité de leurs mœurs patriarcales, s'adoucir au contact de la civilisation gallo-romaine qu'ils avaient conquise, les peuples du Nord conservaient dans toute leur pureté les institutions ancestrales. Et si nous voulons suivre le développement de ces idées primitives, c'est dans la loi scandinave dégagée de toute influence canonique ou romaine que nous le trouverons encore au Xe siècle avec la même physionomie. Le mari avait toujours sur les biens de la femme des pouvoirs très étendus, mais il devait en restituer la valeur, et de plus, les économies que ces biens avaient pu produire (5). Le mari ne devait non plus seulement le capital de la dot, mais aussi les fruits ; son administration nous apparaît ainsi plus nette, dégagée de son droit de jouissance. Elle venait de franchir un stade de son évolution dont on ne retrouvera pas l'équivalent même dans le droit romain du Bas-Empire.

(4) PAUL GIDE : *Etude sur la condition privée de la femme*, 2e édition, p. 204

(5) RIVE G. : *Vormundschaft*, p. 131. Le droit scandinave ne connaissait que deux régimes que nous appellerions aujourd'hui régime de communauté et régime sans communauté. Dans les deux cas la femme avait des biens propres que le mari pouvait vendre, mais il devait restituer la valeur de ces biens en tenant compte des bénéfices qu'ils avaient pu produire..

La notion d'administration existait donc bien au sujet du patrimoine de la femme, du moins dans ce qu'elle a d'essentiel et si l'on ne trouve point établie, la limite actuelle des actes permis et des actes interdits, c'est que dans leur vie patriarcale, simple et austère, ces peuples barbares n'avaient pas senti la nécessité de se garantir contre les dissipations des époux.

*
**

III. — Sauf en ce qui concerne le compte des revenus, la conception germanique de l'administration des biens de la femme avait à peine changé depuis les origines. Le droit romain, au contraire, n'offre pas la même continuité : les conquêtes de Grèce et des Gaules, les pénétrations barbares, les guerres avec l'Orient influencèrent tour à tour le vieil esprit romain rigide, formaliste et discipliné. Il y eut une évolution importante de la situation de la femme relativement à son patrimoine. L'usage de donner une dot à la jeune femme remontait très haut, mais le mari devenait propriétaire de cette dot et il ne pouvait être question de la moindre idée d'administration. Mais dès le VI^e siècle de Rome la corruption entra dans la capitale avec les conquêtes grecques, les vertus domestiques se ternirent, les mariages devinrent précaires, les femmes furent répudiées, tandis que les maris gardaient leur dot puisqu'ils en étaient propriétaires. L'épouse répudiée était sans ressources, le tribunal domestique n'obligeait même plus le mari à lui laisser quelques biens pour vivre. C'est pour protéger les femmes que les pères ou tuteurs exigèrent du mari l'engagement de restituer la dot à la dissolution. Puis l'engagement fut présumé, et la loi permit à la femme de se faire toujours restituer ses biens au moyen de l'action « rei uxoriæ ». Seulement cette action n'était pas donnée à la femme dans une pensée de protection pour

elle, comme la restitution exigée des pères ou des tuteurs, c'était dans une pensée d'ordre public avec le double intérêt de pousser au mariage et de réfréner les divorces que les juriconsultes protégeaient ainsi la dot ⁽⁶⁾. Quoiqu'il en soit, le mari voyait ses pouvoirs sérieusement ébranlés par cette restitution inévitable. On peut même dire que dès ce moment le mari n'est plus en fait propriétaire, il est un simple directeur responsable à pouvoirs très étendus qui doit restituer la dot après en avoir usé dans l'intérêt de la famille, et nous voyons par là naître les premières lueurs de l'administration des biens de la femme en droit romain.

Cependant, la restitution à laquelle était soumis le mari pouvait être illusoire si le mari vendait le bien dotal et restait insolvable. Pour éviter ce danger, une loi d'Auguste⁽⁷⁾ vient déclarer l'inaliénabilité de l'immeuble dotal au regard du mari. S'il le vendait il pouvait le revendiquer contre le tiers acquéreur imprudent, et s'il n'exerçait pas cette action la femme l'exerçait en son nom à la dissolution du mariage ⁽⁸⁾. De plus, un privilège sur les créanciers chirographaires lui permettait de conserver pour elle seule le fruit de cette revendication. La dot immobilière de la femme est donc complètement sauvegardée. Pendant le maria-

(6) « Il importe à la République, disaient naïvement les juriconsultes de l'époque, que les femmes aient des dots et qu'elles les conservent car c'est pour leur dot qu'on les épouse ». Il fallait en définitive donner beaucoup d'enfants à l'Etat. Cette même pensée inspirera aussi plus tard la loi *Julia de adulterii*, et nous pouvons ainsi constater que dès l'origine les biens de la femme mariée ont été l'objet de préoccupations d'intérêt public.

(7) Loi *Julia de adulterii* : chapitre relatif à la dot : De fundo dotali (XLVIII, 5).

(8) En exerçant la revendication, la femme prononce la formule : « Ce fonds est à mon mari », car, par une contradiction qui dura jusqu'à la fin du Droit romain et qui ne s'explique que par la puissance de la tradition, le mari conserva en droit le titre de propriétaire bien qu'en fait la femme en ait obtenu peu à peu toutes les prérogatives.

ge, le mari agit en maître, mais à la dissolution elle reviendra infailliblement à la femme et celle-ci pourra même, comme la femme germaine, en obtenir la restitution pendant le mariage sous certaines conditions ⁽⁹⁾. Les pouvoirs considérables du mari sont limités par l'inaliénabilité et la responsabilité de la restitution ; sa situation de simple gardien responsable s'accuse de plus en plus tandis que celle de la femme évolue vers la propriété de fait.

A l'époque de JUSTINIEN, les pouvoirs du mari diminuent encore par le renforcement des garanties accordées à la femme. Déjà, par la restitution anticipée de la dot, elle avait un moyen d'équilibrer les pouvoirs du mari, mais cette séparation de biens était trop souvent à Rome le prélude d'une séparation des époux, et pour conserver le prestige de l'Empire, les Romains savaient qu'il était nécessaire de protéger la famille et le mariage, d'éviter les divorces et les voies qui y conduisaient. C'est donc pour remédier au danger des séparations de biens, qu'on en vint, sans doute avec l'appui des idées chrétiennes, à protéger énergiquement la dot mobilière comme l'étaient déjà les immeubles dotaux : une série de lois ⁽¹⁰⁾ vint donner à la femme un privilège, puis une hypothèque protégeant les meubles dotaux et enfin une véritable hypothèque générale et privilégiée, faisant de la femme la première créancière du mari

(9) S'il y a péril de la dot, ou s'il s'agit de la vendre pour payer des créanciers de la femme. Digeste liv. XXIV, titre 3. Cette disposition a été reproduite dans le Code livre V, tit. 12 ; loi 29.

Cf DEMANGEAT Ch. : *De la condition du fonds dotal*, p. 163. G. MAY : *Cours de droit romain*, p. 133 et surtout : C. A. PELLAT : *Textes sur la dot* : p. 342 et s.

(10) Ce sont trois lois de JUSTINIEN : Loi 30 du Code : *De jure dotium* (V, 12).

Loi unique — Code : *De rei exorice* (V, 13).

Loi 12 — Code : *Qui potiores* (VIII, 18) qui réunit les avantages du privilège et de l'hypothèque pour en faire une véritable hypothèque privilégiée primant même les créanciers antérieurs au mariage.

mais dont la conséquence fût aussi, selon une expression heureuse de « ruiner le crédit des célibataires après avoir ruiné celui des hommes mariés », dans l'intérêt supérieur de la famille. Cette raison d'utilité publique est mise en lumière, si l'on en doutait encore, par une disposition du Code de JUSTINIEN, interdisant l'aliénation de l'immeuble dotal même avec le consentement de la femme. On ne protège donc plus la femme contre son mari, c'est contre elle même et dans l'intérêt du mariage et des enfants qu'on l'empêche de dilapider l'immeuble dotal dans un entraînement irréfléchi. Nous nous hâtons de formuler une remarque qui aura quelque importance dans la suite de notre étude, c'est que depuis la fin de la République, on retrouve toujours sous les réformes destinées à garantir le patrimoine de la femme, une même pensée de *protection de la famille et des enfants pour un motif supérieur d'ordre public*.

La situation du mari a donc subi une transformation remarquable. D'abord maître de la dot, dans le droit romain archaïque, sans être tenu à la restitution, il cumulait à la fois les pouvoirs de disposition et les pouvoirs d'administration, mais à mesure que ses prérogatives diminuaient, nous l'avons vu peu à peu se dépouiller des premiers pour ne conserver que les seconds. A l'époque de Justinien, cet état de choses se trouve accompli et de son ancien titre de « dominus dotis », le mari ne conservait plus que le nom ; il était devenu un *simple administrateur responsable* ⁽¹¹⁾, puisqu'après avoir exploité il devait rendre compte de son action et en répondre sur ses propres biens. De plus, par l'interdiction d'aliéner, on

(11) P. GIDE, op. cit. p. 191.

voyait naître une ébauche de la limitation moderne des pouvoirs de l'administrateur au regard des tiers ⁽¹²⁾.

**

IV. — Malgré tout l'intérêt qui, du point de vue purement historique, s'attacherait à l'étude de la situation patrimoniale de la femme mariée depuis les temps les plus reculés de notre ancienne France, nous ne pourrions, dans ce simple exposé historique, nous attarder sur cette période cahotique qui s'étend depuis les invasions de la Gaule jusqu'à la fin du Moyen-Age. Nous avons vu que l'austérité et la simplicité des mœurs barbares avaient permis au mari de disposer librement des biens de sa femme et ne le rendaient comptable que de la valeur. La conception romaine était au contraire plus étroite mais le résultat final était le même : la restitution du patrimoine administré. Nous ajouterons seulement qu'avec la fusion des races sur notre sol, ces deux notions se pénétrèrent diversement l'une l'autre, selon les régions et les époques.

Dans les provinces du midi, la dotalité romaine prévalut, mais l'idée germanique de communauté s'y mêlait sans cesse comme le témoignent les chartes, diplômes et cartulaires de l'époque ⁽¹³⁾. La dot n'était pas inaliénable

(12) A. TRASBOT : *L'acte d'administration en droit civil français*, p. 37. Cet auteur prétend au contraire que cette limitation de pouvoirs ainsi que la distinction moderne des actes d'administration et des actes de disposition, n'existaient pas en droit romain. C'est inexact ; l'on doit voir dans l'annulation des aliénations faites par le mari, le premier pas vers les solutions actuelles, car ces aliénations étaient en réalité les premiers actes de disposition.

(13) Dans presque toutes les provinces du midi, il s'établit l'usage d'adjoindre une société d'acquêts communs au système dotal. Dans un cartulaire de la seigneurie de Fontjoncouse, près Narbonne, nous trouvons encore l'existence de cette pratique à la fin du XII^e siècle. Dans le contrat de mariage passé entre Garsinde et Raymond de Fontjoncouse, en septembre 1180, le fiancé déclare à sa femme : tu auras « sur tout ce

comme en droit romain, mais pour la vendre le consentement des deux époux était nécessaire. Dans un cartulaire de la région de Narbonne, nous trouvons même pour le mari, l'obligation de garantir la dot et d'en faire emploi ⁽¹⁴⁾. Les biens de la femme sont de plus en plus protégés, le mode d'administration se perfectionne par la fusion des traditions romaines et barbares en prenant à chacune ce qui s'adapte le mieux aux besoins. Nous ne pensons pas que la renaissance du droit romain au XII^e siècle ait eu une grande importance sur cette administration sauf peut-être qu'en rétablissant l'inaliénabilité romaine, elle entravait pour longtemps, dans le midi de la France, le système ingénieux du remploi ⁽¹⁵⁾.

Dans les régions du Nord, l'influence germanique resta toujours dominante ; la communauté y est seule en usage, mais l'action du droit romain n'y est point étrangère puisque le mari a perdu le droit de disposer des biens de la femme ⁽¹⁶⁾. C'est en nature et non plus seulement en valeur qu'il doit les restituer. L'emprunt au droit romain précise les pouvoirs du mari et son administration tend à s'unifier avec celle des coutumes du Midi.

que j'ai acquis avec toi, ta pleine part selon la coutume de notre patrie de Narbonne ». Ce document nous intéresse surtout en ce qu'il établit pour le mari l'obligation au remploi, en cas d'aliénation de la dot et celle de la garantir sur ses propres biens. Cf. sur ce point. LEFEBVRE Ch. : *Cours de doctorat sur l'histoire du droit matrimonial français*. Vol. 4, p. 23 et s. Cf. encore : LAFERRIÈRE F. : *Essai sur l'histoire du droit français*, tome I, p. 158 à 162.

(14) Cf. note précédente.

(15) On conserva cependant quelque utilisation du remploi dans les cas exceptionnels où la dot pût être aliénée. Cf. LEFEBVRE, op. cit. p. 48.

(16) BEAUMANOIR l'exprime dans la *Coutume de Beauvaisis*. Chap. XXI. 622. Après avoir dit que les meubles et revenus des héritages appartiennent aux deux époux il ajoute : « Mes voirs est que le tresfons de l'éritage qui est de par la fame ne puet li maris vendre, se ce n'est de l'otroi et de la volonté de sa fame ».

Mais il y eut au XVI^e siècle une renaissance générale du droit romain qui porta ses fruits dans les contrées les plus reculées du Nord de la France. Les pays coutumiers vont alors consacrer les garanties du système romain. En même temps le droit s'unifiait par la rédaction officielle des coutumes et la disparition des coutumes trop locales. C'est alors que l'on put voir apparaître avec plus de netteté la limitation des pouvoirs du mari ou même de ceux de la femme sur les biens de cette dernière. Il serait vain cependant d'en rechercher une synthèse précise chez les juristes de cette époque. On a développé le sens de l'expression romaine « administrare » qui est devenue « administrer », on sait que ce mot sert de limite aux pouvoirs de l'administrateur, mais personne ne dit en quoi consiste cette administration des biens de l'épouse. Comme dans notre Code civil lui-même, on trouve toujours dans les coutumes et chez les auteurs, des séries d'actes juridiques permis ou défendus au mari ou à la femme suivant le cas, mais rien de plus.

La coutume de Paris ⁽¹⁷⁾ interdit au mari de vendre, d'échanger, de partager, d'hypothéquer les biens propres de l'épouse sans son consentement. La coutume du Nivernais a des dispositions analogues, elle précise de plus que le mari peut exercer les actions possessoires et y défendre, tandis que les actions pétitoires appartiennent à la femme seule qui peut les exercer avec le consentement de son

(17) *Coutume de Paris*, (nous donnons le texte révisé en 1580, la première rédaction était de 1510) art. 223 « La femme mariée ne peut vendre, aliéner ni hypothéquer les héritages sans l'autorité et le consentement de son mari ». (

Art. 225 « Le mari ne peut vendre, échanger, faire partage ou licitation, charger, obliger ni hypothéquer le propre héritage de sa femme sans le consentement de sa dite femme et icelle de par lui autorisée à cette fin. »

mari ou de justice ⁽¹⁸⁾. La coutume d'Orléans apporte la même précision quant à l'interdiction des actions pétitoires au mari seul ⁽¹⁹⁾. LOISEL se borne à opposer les pouvoirs du mari à ceux de la femme propriétaire ⁽²⁰⁾. D'ARGENTRÉ paraît avoir une vue plus générale de l'administration. Dans sa coutume de Bretagne, il nous dit que le mari est administrateur des biens de l'épouse, mais qu'il ne peut avoir plus de pouvoirs que l'administrateur des

(18) GUY COQUILLE : *Œuvres*, tome II, p. 216.

Coutumes en pays et duché du Nivernais : Chap. XXIII, art. 4 : « De même, n'est permis au dit mari de disposer entre vifs ni par disposition de dernière volonté, du domaine assignaux, propres et héritages de ladite femme sans son exprès consentement... »

Art. 5 : « Constant le mariage, le mari, sans procuration de la femme, peut en son nom et au nom de sa femme, convenir et être convenu es actions et remèdes possessoires et personnels appartenant à et contre ladite femme... » et il ajoute que si le mari ne les exerce pas, la femme pourra le faire avec son autorisation ou celle de la justice.

Art. 6 : « Et quand aux droits réels, ladite femme les peut poursuivre de l'autorité de son mari, sans autre négligence du dit mari précédente et où il fera, refusant de l'autoriser par autorité de justice ».

(19) *Coutumes d'Orléans* : Titre X, art 195 : « Le mari est seigneur des actions, posé qu'elles procèdent du costé de la femme : Et peut sans elle agir et déduire les droits d'icelle en jugement ».

Dans le commentaire il est dit qu'il s'agit d'actions mobilières et possessoires.

Art. 196 : « Femme mariée ne peut obliger sans le consentement de son mari si elle n'est séparée de biens par effet ou marchande publique... »

Il est utile de remarquer que certaines coutumes (coutume de Sens, de Laon art. 30, de Reims, art. 14, permettent au mari les actions pétitoire pourvu qu'il y ait intérêt et pour la « raison générale que le mari est réputé seigneur des héritages de sa femme ». Ces actions ne lui sont donc pas accordées à titre d'administrateur, mais à cause de son titre de chef.

(20) A. LOISEL : *Institutes coutumières* : Tome I, Livre I, Titre II.

N° 118 « Le mari est maître de la communauté, possession et jouissance des propres de sa femme ».

N° 119 « Mais quant à ce qui concerne la propriété des propres de sa femme, il faut que tous deux y parlent selon la coutume de France ».

N° 125 « Femme séparée de biens les peut administrer sans l'autorité de son mari, mais non les aliéner ».

choses d'autrui, en précisant qu'il ne peut ni aliéner ni hypothéquer, ni faire « aucun acte qui tende vers l'aliénation » (21). De sa pensée, comme de l'esprit de toutes les coutumes, il se dégage une opposition continuelle entre l'aliénation et l'administration. Pour les juristes du xvr^e siècle tout ce qui est aliénation, directe ou indirecte, excède les pouvoirs de l'administrateur.

C'est encore au sujet des pouvoirs propres de la femme sur ses biens qu'on retrouve cette opposition bien tranchée. En général, la femme qui a obtenu la séparation de biens peut les administrer, mais non les aliéner ou les hypothéquer (22).

Cependant dans les pays de droit écrit, la femme pouvait disposer librement de ses parphernaux. DUMOULIN voulut même, dans la coutume du Bourbonnais, donner à la femme séparée de biens, de pleins pouvoirs de disposition. Les parlements de Bourgogne, de Normandie et quelques coutumes (23), adoptèrent son opinion, mais il

(21) B. D'ARGENTRÉ : *Coutumes générales du pays et duché de Bretagne*, p. 1611, Art. 410 : « Maritus administrator est bonorum uxoris. Sed hic administrationis termini retinendi ne ullus maritus de re uxoris amplius sibi permittat, quam quantum administrant res alienas licet citra alienationes aut hypothecas rerum immobilium et eos actus per quos devenitur ad alienandum ».

(22) LOISEL : op. cit. ci-dessus N° 125.

Guy COQUILLE : op. cit. — Coutume du Nivernais, Chap. XXIII, art. 1. Dans le commentaire de cet article, il étend à la femme séparée de biens le pouvoir de contracter et d'obliger ses biens, qu'il venait d'accorder à la femme marchande publique.

Coutume de Paris : art. 234.

Nouvelle coutume d'Orléans : art. 196 ; Ancienne Coutume, art. 169.

LHOMMEAU : *Maximes générales du droit français*, Livre III, n° 138.

(23) Coutume de Dunois, art. 58.

Coutume de Montargis, chap. VIII, art. 6, dit que la femme pourra disposer de ses biens « ainsi et à la manière qu'elle pourrait faire, si elle n'était pas mariée ».

ne fut pas suivi. La femme, n'eût donc en règle générale, que le pouvoir d'administrer, c'est-à-dire de faire tous les actes qui n'aboutissaient pas à l'aliénation.

Comme dans les pays de droit écrit, la femme normande avait une grande capacité sur ses biens propres, mais la physionomie particulière du régime nuptial de ce pays mérite une place séparée dans notre étude.

Le duché de Normandie forma longtemps un îlot de résistance dans les pays coutumiers : on y pratiquait le régime dotal, mais très différemment du Droit romain. Le mari administrait les biens dotaux, l'aliénation ou l'hypothèque, toujours considérées comme opposées à l'administration, lui étaient interdites. Cependant, le consentement de la femme rendait ces actes valables.

Sous l'influence de la renaissance romaine au xvi^e siècle on protégea la dot d'une façon particulière. Elle est toujours aliénable valablement avec la participation de l'épouse et le mari est toujours responsable de la valeur des biens vendus, mais cette aliénation va rejaillir d'une façon bien inattendue : si au moment de la restitution de la dot le mari est insolvable, l'acquéreur sera responsable devant la femme et devra payer une deuxième fois. C'est là un véritable remploi opposable aux tiers, consacré par un arrêt du Parlement de Rouen, en 1539, et qui passa dans la rédaction de la coutume normande ⁽²⁴⁾. Ce remploi, que l'acquéreur ne devait pas manquer d'exiger, limitait très sérieusement les pouvoirs d'administration du mari sur les deniers dotaux.

La femme avait aussi des biens paraphernaux dont elle disposait librement. Il nous semble cependant qu'elle en

(24) LEFEBVRE : op. cit., tome IV, p. 108 et s.

Voir aussi Ambroise COLIN : *Le droit des gens mariés dans la coutume normande* : *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1892, p. 427 et s.

confiait l'administration au mari ⁽²⁵⁾ et si cette pratique existait dès le XII^e siècle comme l'indique M. CHÉNON, il devait y avoir là un curieux exemple d'administration des biens de la femme, nettement dégagée du droit de jouissance. Le mari devait administrer ces biens avec les pouvoirs qu'il avait sur les biens dotaux, mais en restant comptable des fruits et revenus qu'il devait verser à la femme.

Enfin, si la femme obtenait la séparation de biens, elle reprenait sa dot, mais ses pouvoirs prenaient alors une tournure particulière. Il n'y avait pas à se préoccuper de la nature dotale ou paraphernale du bien, il s'agissait seulement de savoir si elle le tenait de sa famille ou si elle l'avait acquis de toute autre manière. Sur le bien sorti de sa famille, elle n'avait que des pouvoirs limités excluant l'aliénation ⁽²⁶⁾, tandis qu'elle disposait librement et sans emploi des autres biens.

Pour si curieux que soit ce régime nuptial, le principe de l'administration ne variait guère : tout ce qui est aliénation directe ou indirecte, excède les pouvoirs de l'administrateur.

Nous constatons au XVII^e siècle quelques modifications sensibles dans la conception de la gestion du patrimoine de la femme.

BRODEAU précise les pouvoirs de la femme séparée de biens. Elle peut, sans le consentement du mari « disposer de ses meubles et du revenu de ses immeubles, faire des baux à ferme, donner quittance et s'obliger à l'effet de la séparation pour sa nourriture et entretienement, mais non

(25) CHÉNON E. : *Histoire du droit français public et privé*, tome II, N° 362, p. 122.

(26) L'aliénation excédait ses pouvoirs d'administration elle ne pouvait être faite qu'avec permission de justice et l'avis des parents.

pour autre sujet, ni par aucune obligation, donation ou contrat qui affecte l'immeuble et emporte aliénation perpétuelle » (27).

DOMAT s'élève au-dessus des énumérations particulières, pour nous donner une idée d'ensemble de l'administration du mari. « Comme le mari, écrit-il, jouit de la dot et qu'il l'a entre ses mains, autant pour son intérêt que pour celui de sa femme, il doit en avoir le même soin que de ses affaires et de ses biens propres. Ainsi, il doit en poursuivre les débiteurs, réparer et cultiver les héritages et généralement veiller à tout ce qui regarde la conservation du bien dotal » (28).

Ce passage ne peut être plus expressif de la pensée de l'auteur : pour administrer, le mari devra donner au bien les « mêmes soins » que s'il lui appartenait, et n'accomplir que des actes non préjudiciables. C'est là une idée bien générale sans doute, mais qui n'en exprime pas moins l'un des côtés de l'administration des biens de la femme. DOMAT nous en donne même la raison d'être : si le mari est dans l'obligation d'apporter aux biens de sa femme les soins d'un homme soucieux de ses intérêts c'est qu'il les détient, tant pour les besoins de sa femme que pour les siens propres et par conséquent, dans l'intérêt de la famille. Il met ainsi en lumière, d'une façon non équivoque, la raison d'ordre public qui domine le mariage et la gestion du patrimoine familial. Ce sont là des idées qui, pour

(27) BRODEAU : *Recueil de plusieurs notables arrêts du Parlement de Paris*. Lettre F, Sommaire xxx. Il y est aussi mentionné dans un arrêt du 21 Avril 1608, que la femme séparée ne peut pas passer seule un contrat d'échange. Un autre arrêt du 22 Février 1611 annule une obligation de la femme éparée pour 1200 livres. Par leur nature ou leur importance ces actes sont considérés comme aliénation.

(28) DOMAT J. : *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, Tome I. Des dots : Section III, 2. Il précise un peu plus loin que la novation est interdite au mari. Section III, 4.

être bien vagues, sans doute, n'en constituent pas moins un élément important de la notion d'administration. A cette époque, il est vrai, l'aliénation limite encore étroitement le domaine des pouvoirs de l'administrateur, mais nous constatons déjà une ébauche de synthèse qui tend à s'élargir.

C'est surtout au XVIII^e siècle, avec POTHIER, que l'idée paraît se préciser davantage. Nous ne trouvons chez lui, aucune définition générale, mais, reprenant sans doute la pensée de DOMAT, il dégage des diverses opérations qu'il envisage, une idée d'*utilité* et d'*opportunité*, sur laquelle il semble fonder sa conception.

Il examine d'abord le rachat des rentes foncières de la femme qui étaient alors considérées comme immeubles. Le mari pourra-t-il consentir seul ce rachat ? Quelques Parlements lui avaient refusé ce pouvoir parce qu'il contient une aliénation, la rente cessant désormais d'être due à la femme. Néanmoins, puisque la femme ne peut s'opposer au rachat offert par le débiteur, et qu'elle ne peut pas davantage empêcher le prix d'en être versé au mari, administrateur légitime de ses biens, sa présence à l'acte ne serait d'aucune utilité, et Pothier estime qu'il vaut mieux considérer l'opération « comme un acte d'administration plutôt que comme un acte d'aliénation » ⁽²⁹⁾. S'agit-il maintenant d'opérer ce même rachat par la femme administratrice, après une séparation de biens par exemple ? Elle ne pourra pas, nous dit-il, car malgré cette séparation, le mari demeurant responsable de l'emploi pourra seul recevoir les deniers ⁽³⁰⁾. L'opération sera donc

(29) POTHIER : *Œuvres complètes*, tome VIII, p. 539 et tome I, p. 420.

(30) POTHIER *op. cit.* tome VIII, p. 499 et 540.

acte d'administration lorsque, d'après les circonstances, il sera expédient de le permettre à l'administrateur.

POTHIER examine encore le cas d'un paiement fait par la femme sans autorisation du mari, qui est nul d'après la coutume de France. Cependant, dit-il, si la dette n'est pas contestée et que le terme soit venu, on doit valider ce paiement pour éviter un circuit d'actions qui ne serait profitable à personne (31). C'est toujours pour les mêmes raisons d'opportunité qu'il déclare rétroactivement permis un acte d'abord interdit. Au contraire, l'aliénation et autres actes qui y conduisent comme l'hypothèque, l'échange, l'acceptation ou la répudiation d'une succession seront toujours interdits à l'administrateur parce qu'ils n'auront jamais une utilité suffisante ; et cependant, en étudiant les pouvoirs du mandataire général, il admet que dans certaines circonstances, l'aliénation et l'hypothèque peuvent être permises (32), chose que le Code civil n'admettra jamais en ce qui concerne l'hypothèque.

Comme on le voit, la souplesse de sa pensée est très grande : un acte devra être permis à l'administrateur toutes les fois que, d'après les circonstances juridiques du moment il y aura un avantage incontestable à l'accomplir ou encore s'il n'y avait aucune utilité à le lui interdire. Ainsi, chez le premier auteur qui essaie d'expliquer la limite précise des actes d'administration et de disposition, nous ne trouvons comme critérium, qu'une idée bien vague d'opportunité. A vrai dire, l'administration des biens est une matière vaste et délicate que le Code civil lui-même n'arrivera pas à solutionner.

(31) POTHIER : op. cit. tome VIII, p. 507.

(32) POTHIER : op. cit. tome VI, p. 440. Par exemple lorsque le mandataire contracte devant notaire un emprunt avec hypothèque sur les biens du mandant, pour des marchés passés avec des marchands ou des ouvriers, pour effectuer des réparations aux biens ou pour les faire valoir.

Introduction

Cet aperçu historique nous a permis de suivre la transformation des idées sur le mode de gestion des biens de la femme, soit par elle-même, soit par son mari. Nous avons pu remarquer que l'idée d'administrer, très floue à l'origine, s'était peu à peu épurée pour arriver, dans notre Ancien Droit, à limiter d'une façon assez précise les pouvoirs de l'administrateur ; mais elle est loin de prétendre à toute la netteté désirable. La confusion que faisaient nos anciens auteurs entre les notions de gestion et d'administration dont nous parlerons tout à l'heure, était une source d'obscurité dans la matière ; à cela s'ajoutait, chez eux, l'absence d'une conception générale et explicite, ce qui conduisait la Doctrine et les Parlements à donner des solutions particulières pour les actes les plus usités sans jamais se soucier d'une solution d'ensemble susceptible d'éclairer cette matière délicate.

L'effort juridique accompli pour la mise en œuvre du Code civil n'a guère apporté de précision dans ce domaine, si ce n'est par l'unification des divergences locales. Le problème se trouve toujours dans le même état, et il n'y a là, en somme, rien de surprenant, puisque la codification de 1804 n'a été que la cristallisation des idées juridi-

ques alors acquises ; cette œuvre a eu cependant l'avantage de servir de base à une nouvelle poussée d'évolution et c'est avec les interprètes du Code que nous voyons se préciser les nombreux éléments de la question. C'est avec eux que doit commencer véritablement notre étude.

Aujourd'hui encore, le problème est loin d'avoir reçu une solution satisfaisante. Sous son aspect actuel, il consiste à déterminer avec la plus grande certitude possible, les pouvoirs de l'époux administrateur des biens de la femme et, comme tout pouvoir se traduit par des actes, à dire dans chaque cas, quels sont ceux qui doivent lui être permis et ceux qui doivent lui être interdits. Les premiers sont des actes d'administration, les seconds, des actes de disposition. En examinant impartialement les choses, la question apparaît prodigieusement floue et pour en faciliter l'étude, nous allons d'abord délimiter très exactement le problème, puis en exposer succinctement les données et indiquer les principales difficultés qu'il comporte.

I. — Les deux distinctions qui suivent suffiront à délimiter le champ de notre question :

a) Tous les actes que l'époux peut accomplir sur les biens de sa femme ne doivent pas concerner nécessairement son pouvoir d'administration ; il peut avoir le droit d'en poser un certain nombre à un autre titre, par exemple, à titre de propriétaire, d'usufruitier, de mandataire spécial... Bien qu'en fait, la presque totalité des opérations juridiques qu'on lui permet d'exécuter, soit autorisée pour lui, à cause de sa qualité d'administrateur, on doit admettre *théoriquement*, que le pouvoir ou la capacité ordinaire de l'époux, puisse, dans certains cas, dépasser son pouvoir ou sa capacité d'administration. Pour nous, l'acte que nous étudions doit donc être celui qui est permis à cause de la qualité d'administrateur, c'est-à-dire, en vertu

de la vraie notion de l'administration, conforme à la réalité des choses.

b) Les actes que le mari ou la femme accomplissent en leur qualité d'administrateur, doivent être valables *erga omnes*. Ceci nous amène à faire une distinction importante. Toute administration de patrimoine se présente sous deux faces différentes : d'une part le côté intérieur régissant les rapports de l'administrateur et de l'administré, d'autre part, le côté extérieur concernant ses rapports avec les tiers. A l'aspect interne, correspond la notion de gestion ⁽¹⁾ dont l'*acte de gestion* qui en procède, basé sur l'idée de faute a pour effet d'engager la responsabilité de son auteur, de l'aspect externe dépend, au contraire, la notion d'administration proprement dite dont l'*acte d'administration* qu'elle détermine, est caractérisé par sa validité envers les tiers. Il n'y a pas entre ces deux idées une séparation absolument tranchée car dans la pratique, il n'existe qu'une seule opération juridique vue sous deux angles différents ; dans un cas, il s'agit d'établir un *règlement de comptes* entre parties intéressées, dans l'autre, il est seulement question de prononcer la *validité ou la nullité de l'acte*, de façon à garantir la sécurité des affaires. C'est ce dernier aspect qui, seul intéresse notre étude.

II.— Mises à part ces quelques précisions, nous ne devons pas oublier que l'objet principal de notre problème réside dans la distinction essentielle des actes d'administration, permis et valables et des actes de disposition, interdits et

(1) Il ne faut pas confondre cette notion avec mot « gestion » employé au sens large, dans le langage courant pour désigner l'action d'un individu placé à la tête d'un patrimoine. Elle se distingue également de la gestion d'affaires dont nous parlerons dans notre troisième chapitre.

annulables ⁽²⁾, et que la solution consiste à rechercher un critérium permettant de reconnaître ces deux sortes d'actes. Or, les difficultés rencontrées dans ce domaine sont très grandes. Non seulement le Code civil n'a pas donné la moindre définition, mais les énumérations d'actes qu'il contient, sont des plus équivoques. L'art. 1428 exclut du pouvoir d'administrer du mari, toutes les aliénations, tandis que d'autres fois, ces actes rentrent dans les attributions de la femme (art. 1449). Cela semblerait impliquer que, dans l'esprit du Code, la notion d'administration est susceptible de plus ou moins d'extension, ce serait alors en accord avec le langage du législateur qui parle tantôt d'administration *tout court* (art. 1428, 1549, 1576), tantôt de *libre* ou d'*entière* administration (art. 1449, 1536). L'incertitude subsiste malgré tout et elle serait encore plus grande, si nous examinions les textes relatifs à la tutelle, au mandat ou à la communauté... Devant ces imprécisions la Doctrine n'a guère apporté que des explications contradictoires et la Jurisprudence ne s'inspire que d'une notion très élastique sans grande valeur technique.

III.— Nous voyons déjà combien est délicate, d'après les textes, la distinction des actes d'administration et de disposition et la difficulté est encore accrue par les obstacles surgis de l'observation des réalités. Ce sont ces difficultés de tous ordres dont il faut nous prévenir, afin de ne pas nous trouver exposé à adopter une solution trop facile qui risquerait de manquer son but.

a) La première série de complications provient des circonstances matérielles nombreuses, variées et extrême-

(2) Nous verrons cependant que la jurisprudence valide exceptionnellement les actes de disposition lorsqu'il s'agit de sauvegarder les intérêts d'un co-contractant de bonne foi.

ment complexes, auxquelles sont liés les divers actes de la vie juridique. Ce sont ces contingences de fait, qui donnent à un acte quelconque : aliénation, emprunt... une physionomie différente selon les cas, et c'est à cause d'elles, que nous verrons quelquefois rentrer, dans les pouvoirs d'administration, les actes les plus inattendus. Certaines opinions doctrinales voudraient appuyer leur théorie, uniquement sur ce groupe de considérations, dans le but d'émettre un principe objectif et absolu ; nous verrons que les seules circonstances de fait s'opposent, par leur complexion même, à l'énonciation d'une règle rigide.

b) Nous nous heurterons aussi à des préoccupations d'un autre ordre, provenant de la qualité des personnes. Tous les administrateurs ne se trouvent pas, en effet, dans une situation identique : en considérant l'ensemble du droit privé, on constate que son action s'exerce sur un bien qui, tantôt lui appartient, tantôt ne lui appartient pas ; quelquefois, il a un droit éventuel sur la masse de biens qui lui est confiée, comme l'héritier bénéficiaire ou l'envoyé en possession provisoire ; quelquefois, il est co-proprétaire, comme le mari relativement aux biens communs. Et toutes ces personnes font cependant des actes d'administration. Ici, en ce qui nous concerne, nous n'avons à nous occuper que des deux premières catégories, c'est-à-dire : du mari, administrateur du patrimoine d'autrui, et de la femme, administratrice de son propre patrimoine, mais la difficulté n'en est pas moins grande, car elle met en jeu les questions de pouvoirs et de capacité. Le *pouvoir d'administrer* du mari doit être nécessairement moins étendu que la *capacité d'administrer* de la femme, car d'une part, cette dernière étant placée à la tête de ses propres biens, les fraudes de sa part seront moins à craindre, d'autre part, son aptitude à diriger est aussi grande que celle du mari, puisqu'elle n'est pas atteinte d'une incapa-

citée réelle. La situation de la femme semble donc répondre à une idée différente et d'ailleurs, *toutes les fois que l'administration d'un bien concerne un incapable, il semble que les règles de l'incapacité viennent fausser celles de l'administration.*

Du coup, surgit la question de savoir si le problème de l'administration du patrimoine de l'épouse est purement objectif, ou si au contraire, il se décompose en deux variantes correspondant à la situation de chacun des époux. En d'autres termes, pour déterminer les pouvoirs de l'époux, faut-il mettre en jeu, à la fois la question d'acte d'administration et celle des pouvoirs et capacités, ou bien la dernière est-elle comprise dans la première pour ne former qu'une seule notion ? Une partie de la Doctrine a bien essayé d'isoler ces questions personnelles, mais d'autres auteurs, avec la jurisprudence, semblent englober tous les éléments subjectifs et objectifs dans une conception unique de l'administration du patrimoine.

IV. — Comme on le voit, l'incertitude est grande dans toutes ces questions. Doit-on alors faire aveu d'impuissance et reculer devant la recherche scientifique d'un critérium efficace de l'acte d'administration ? Non ; ce serait une solution paresseuse et même néfaste si elle était généralisée. La vie juridique journalière, il est vrai, s'accommode fort peu des discussions techniques, mais nous sommes heureux, malgré tout, de penser avec M. GENY⁽³⁾, que tout en reconnaissant la supériorité pragmatique de l'expérience sur la théorie, on doit cependant préférer une pratique éclairée à une pratique aveugle. Nous nous sommes donc imposés, ne serait-ce que pour la seule satisfaction

(3) F. GENY : *Science et technique en droit privé positif*, Tome I, p. 14. — Voir aussi : G. JÈZE : De l'utilité pratique des études théoriques de jurisprudence : *Revue du droit public et de la science politique*, 1914, p. 312 et s.

de l'esprit, et la modeste contribution que nous puissions apporter au développement de la pensée juridique, de rechercher si on peut extraire des circonstances de la vie réelle quelque règle de l'acte d'administration, applicable à l'époux comme à un administrateur quelconque ; tout au moins, essaierons-nous de préciser dans une large mesure la conception qui domine toutes ces questions.

Dans cette étude, soucieux avant tout d'étayer nos convictions sur des bases solides, nous nous appuierons sur l'observation profonde des réalités que recouvrent les textes ; nous ne perdrons pas de vue les besoins humains qui nous sont révélés par cette espèce de sympathie intellectuelle liant les hommes aux choses, qu'on appelle l'intuition, et à la satisfaction desquels doivent tendre toutes les règles juridiques ; nous nous inspirerons enfin des travaux des savants Auteurs ayant émis une opinion en cette matière, et des solutions jurisprudentielles qui la concernent. La division de l'ouvrage se trouve ainsi naturellement tracée. Les opinions doctrinales seront d'abord examinées et nous verrons combien elles sont diverses sur la question de principe ; nous essaierons ensuite de tirer des décisions de justice, les conséquences qui s'imposent, tandis qu'un troisième chapitre nous permettra de synthétiser la conception actuelle de l'administration du patrimoine de la femme et de porter une appréciation que nous voudrions impartiale, sur son application juridique.

CHAPITRE PREMIER

Conceptions Doctrinales

Si la rédaction du Code Civil n'a pas apporté une grande lumière dans les questions relatives à l'administration des biens de l'épouse, elle a du moins par la fusion des coutumes et l'unification des régimes matrimoniaux, marqué le point de départ d'un sérieux progrès dans ce domaine. Cette évolution comporte deux phases qui, si, elles ne sont pas bien tranchées, n'en sont pas moins très différentes et correspondent à un changement graduel dans la méthode scientifique : Les premiers ouvrages qui suivirent le Code Civil étaient écrits selon une méthode analytique et formaient un assemblage d'études fragmentaires, respectant l'ordre même des articles adopté par le législateur. Mais un réel besoin de méthode s'établit peu à peu dans ces études, provoquant des rapprochements entre les divers articles concernant une même question, et finissant par imposer un ordre synthétique aujourd'hui universellement adopté. Les ouvrages conformes à cet ordre sont appelés « Traités » par opposition aux premiers qui furent justement dénommés « Commentaires ».

Ce lent mouvement de transformation ne pouvait manquer d'avoir ses répercussions sur le problème général de l'administration du patrimoine et spécialement, sur l'administration des biens de la femme. Alors que l'on trouvait chez les premiers interprètes du Code, de simples précisions isolées, des idées accessoires énoncées furtivement, on peut constater, dès la 2^e moitié du XIX^e siècle, des conceptions d'ensemble de plus en plus accentuées concernant la limitation des pouvoirs de l'administrateur, puis des définitions générales, et enfin de véritables études synthétiques et spéciales sur l'acte d'administration.

Il serait sans doute fastidieux de vouloir retracer sous la forme chronologique cette lente et inconsciente évolution ; nous préférons adopter une division correspondant à ses deux termes extrêmes. Nous étudierons d'abord dans une première section les conceptions fragmentaires des auteurs qui ont émis une opinion en cette matière, tandis que dans une deuxième section, nous examinerons les ouvrages spéciaux sur l'acte d'administration.

Il nous faut toutefois remarquer que les auteurs envisagent rarement la situation particulière de l'épouse et se placent plutôt en face du patrimoine en général, mais ceci est, pour nous, d'importance secondaire, car les observations valables pour un bien quelconque ne le sont pas moins en ce qui touche spécialement les biens de la femme mariée.

SECTION I

La conception de l'administration des biens dans l'ensemble de la doctrine

I. — PRINCIPAUX COURANTS D'OPINIONS

Sous l'apparence d'opinions divergentes on trouve au contraire une certaine uniformité de pensée dans les travaux relatifs à l'administration du patrimoine. Il y a bien certains actes qui, selon les auteurs, peuvent être, en principe, toujours autorisés ou toujours interdits, mais outre que leur nature soit très contestable, ce n'est là qu'une satisfaction accordée à l'esprit logique de chacun car le plus souvent ces solutions opposées se rejoignent sur le terrain pratique. Celui qui, en principe, interdit l'aliénation par exemple, s'empresse d'ajouter qu'elle pourra être permise cependant dans certains cas. Tel autre qui à l'inverse prétendra que l'aliénation des valeurs mobilières est permise à l'administrateur, corrigera tout de suite son affirmation en interdisant cette vente dans des conditions trop dangereuses pour le patrimoine. On sent toujours planer une notion confuse de l'administration que l'on admet comme un axiome pratique, pour régler les difficultés de la matière.

C'est plutôt dans les explications théoriques que l'on peut percevoir deux tendances différentes. Quelques juristes voudraient aboutir à des solutions absolues, comportant des décisions de principe dont le premier avantage serait de procurer la sécurité dans les transactions juridiques. A l'opposé, d'autres auteurs, moins dédaigneux des réalités pratiques, recherchent, au contraire, des fins

plus équitables, plus adéquates aux besoins des personnes et aux nécessités de la vie ; d'après eux, le concept de l'acte d'administration serait variable avec les circonstances et sa détermination soulèverait une simple question de fait, ne laissant point de place à l'application d'un principe. Mais il serait difficile de rattacher exclusivement les opinions à l'une de ces tendances extrêmes, la plupart des auteurs prenant le plus souvent position entre elles à des degrés divers. C'est pourquoi nous essayerons d'établir une gradation en les classant en trois groupes dont la séparation ne doit avoir dans notre esprit qu'une valeur toute relative.

a) S'il est un auteur parmi ceux dont la conception se rattache à un principe absolu de l'acte d'administration, c'est sans conteste le professeur LAURENT, obstinément respectueux du texte de loi et épris de principes. Sa pensée apparaît dans un sévère reproche qu'il adresse à DEMOLOMBE, dont l'interprétation lui semble trop souple ⁽¹⁾ et dans notre matière, sa rigueur va jusqu'à prétendre que l'administrateur ne peut faire que des actes d'administration ⁽²⁾.

Il nous donne de plus, comme nous le verrons bientôt, un critérium infailible qui doit déterminer sans hésitation possible les pouvoirs des époux. Cet auteur est à peu près le seul dont la pensée fait montre d'une pareille rigidité, car même dans les théories objectives et absolues de MM. PENET et LE BARON que nous étudierons avec

(1) LAURENT : *Principes du Droit Civil Français*, vol. II, p. 231. « Sont-ce les faits qui régissent le droit ou est-ce le droit qui régit les faits ? C'est la ruine de la Science que de plier le droit devant les faits alors que le devoir de l'interprète est d'appliquer le droit tel que le législateur le formule... le juge n'est que trop enclin à faire violence au droit.. il ne faut pas que la Science l'y encourage ». C'est exact, mais il ne faut pas non plus que la règle scientifique, toujours forcément imparfaite, ait une rigidité telle qu'elle puisse être nuisible à l'équité.

(2) LAURENT, op. cit., vol. v, n. 40 ; vol. xxvii, n. 419 ; vol. xxii, p. 141.

les ouvrages spéciaux, on trouve plus de souplesse dans l'application.

b) En vérité, d'autres auteurs se réclament aussi d'un principe intangible en cette matière, mais ils ont été amenés à de telles contradictions qu'il nous a paru nécessaire d'en atténuer leur portée. Leur hésitation seule justifie la classification en un deuxième groupe.

Nous rangerons ici MM. les doyens LE COURTOIS et SURVILLE qui collaborant à l'œuvre du doyen BAUDRY-LACANTINERIE, affirment que la distinction des actes d'administration et des actes de disposition « n'est pas clairement tracée » ⁽³⁾ et prétendent cependant établir une classification de principe. Ils veulent ainsi que l'aliénation soit toujours considérée comme un acte de disposition et naturellement reprochent à la jurisprudence de considérer comme actes d'administration les aliénations prudentes et sages ⁽⁴⁾, mais ils paraissent l'oublier ensuite en disant que *la femme a une capacité d'administrer qui lui permet d'aliéner*, ou bien encore que le mari peut, en ce qui concerne la dot mobilière, « disposer des valeurs qui la composent, en raison de ses très larges pouvoirs d'administration » ⁽⁵⁾. Nous voici bien loin de leur première formule ; l'exception est devenue la règle, l'aliénation est ici acte d'administration, ou, du moins, n'ayant plus son caractère absolu, elle est susceptible de changer de nature. Nous n'avons pas à nous étonner du trouble de leur pensée, car la complexité de la matière s'oppose à la rigueur d'un principe général de l'acte d'administration.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE : *Traité théorique et pratique de Droit Civil*, Du contrat de Mariage, tome I, p. 681.

(4) BAUDRY-LACANTINERIE, *op. cit.* tome I, p. 698-701. Ils considèrent de même une résiliation de bail, comme un acte de disposition, bien qu'ils admettent qu'exceptionnellement, on puisse l'accorder à l'administrateur. Voir p. 720-722.

(5) BAUDRY-LACANTINERIE, *op. cit.* tome III, p. 631.

La même remarque pourrait s'appliquer à M. le professeur WAHL. En étudiant les pouvoirs du gérant chargé d'administrer une société, il pense que l'aliénation doit lui être interdite sous prétexte qu'elle est « l'opposé de l'administration » ⁽⁶⁾, comme d'ailleurs l'emprunt, les innovations, etc... Il refuse d'ailleurs d'y voir une question de fait : « L'appréciation des tribunaux qu'on réclame, dit-il, serait soumettre la validité de l'acte à une condition que le contractant ne pourrait pas connaître et dont l'examen est délicat » ⁽⁷⁾. On ne peut trouver de conception plus rigide et plus nettement formulée et cependant, en matière de mandat, il autorise le mandataire général à emprunter, à faire une novation, à conclure un bail de plus de neuf ans, sous prétexte *qu'administrer consiste quelquefois à disposer* ⁽⁸⁾. La portée de son principe est donc singulièrement atténuée.

D'autres auteurs, et notamment les professeurs BEUDANT et CHENEAX, pourraient être rangés dans cette catégorie, car ils ont donné une définition objective de l'administration, fondée sur l'idée de conservation et d'exploitation du patrimoine, mais, malgré cela, ils ne semblent pas admettre que leur critérium ait une valeur absolue. C'est pourquoi il faut hésiter à les classer auprès des premiers.

c) De nombreux auteurs inclinent vers des solutions moins rigoureuses et pensent que les difficultés de tout ordre rencontrées dans la vie pratique, s'opposent à l'établissement d'une règle stricte quelle qu'elle soit, et se montrent partisans d'une notion souple. — Les plus grands noms de la Science se rallient à cette conception. Nous pourrions citer de vieux juristes comme TOULLIER, TRO-

(6) BAUDRY-LACANTINERIE, op. cit. De la Société, p. 191 et suite.

(7) BAUDRY-LACANTINERIE, op. cit. De la Société, n. 305.

(8) BAUDRY-LACANTINERIE, op. cit. Du mandat, n. 523, p. 280 ; n. 524, 532 et suiv.

PLONG, MARCADE, PONT, pour lesquels la solution du problème n'est qu'une pure question de fait ⁽⁹⁾, DEMOLOMBE, dont l'interprétation harmonieusement souple se ressent de la carrière de l'éminent magistrat, GUILLOUARD et HUC, dont les opinions sont si souvent opposées à celles de LAURENT en cette matière ⁽¹⁰⁾. MM. AUBRY et RAU reconnaissent eux-mêmes qu'il ne peut y avoir, ici, de règles fixes et que le mari, par exemple, a des pouvoirs différents selon les cas ⁽¹¹⁾. C'est encore MM. COLLIN et CAPITANT qui appuient heureusement cette thèse en disant que « *la notion de l'acte d'administration est une notion élastique et flottante, qui varie suivant les matières et les catégories* » ⁽¹²⁾.

Nous y ajouterons enfin, le nom de M. le professeur PLANIOL, qui a expliqué sa pensée d'une façon saisissante et pour lequel nous ne saurions mieux faire que de citer les propres termes. Après avoir indiqué que l'opposition entre les actes d'administration et les actes de disposition « est loin d'avoir la précision et la fixité des mots qui servent à l'exprimer », cet éminent juriste ajoute : cette distinction « est très importante en droit, mais elle concerne la théorie des personnes ou celle des contrats, et non la théorie de la propriété. La distinction en question sert seulement à déterminer les actes que peuvent faire : 1°) ceux

(9) TOULLIER : *Le Droit civil expliqué suivant l'ordre du Code*, vol. 12, n° 304 et 382. Cet auteur nous dit : « Il y a souvent dans ces questions, quelque chose qui dépend des faits et des circonstances et qu'il est sage d'abandonner à la prudence des magistrats ».

TROPLONG : *Droit Civil expliqué* : vol. 17, p. 243 et suiv.

MARCADE et PONT : *Explication théorique et pratique du code Napoléon*, vol. 7, p. 368, 369.

(10) HUC : *Commentaire théorique et pratique du Code Civil*, Tome XII, n° 29. HUC insiste sur la question de fait.

(11) AUBRY et RAU : *Cours de Droit Civil*, 5^e édition, tome VIII, p. 138, p. 443.

(12) COLIN et CAPITANT : *Cours élémentaire de droit français*, tome I, p. 552.

Voir aussi en ce qui concerne le mari, tome III, p. 151 et s.

qui n'ont sur leurs propres biens qu'une capacité limitée, comme le mineur émancipé ; 2°) Ceux qui n'ont sur les biens d'autrui dont ils sont administrateurs, comme maris ou tuteurs, que des pouvoirs limités... Or, quand on pénètre ainsi dans la détermination des questions de pouvoir et des questions de capacité, on reconnaît vite que *la distinction des actes d'administration et des actes de disposition est variable et change de portée selon la qualité des personnes que l'on envisage*. » (13). Ce grand juriste est ainsi d'accord avec la jurisprudence pour faire rentrer les considérations personnelles des pouvoirs et des capacités, dans la notion générale d'administration. Ce n'est donc pas sans raison que nous l'avons rangé parmi les auteurs qui ont su garder la Science des rigueurs de l'absolu.

II. — DIVERS CRITÉRIUMS PROPOSÉS

Qu'ils appartiennent à l'un ou à l'autre des deux courants dont nous avons parlé, certains auteurs ont émis un critérium de l'acte d'administration, mais tandis que les uns le donnent comme un moyen infaillible de discerner les pouvoirs de l'administrateur, les autres font des réserves sur sa valeur scientifique et sur son utilité.

LAURENT ne pouvait pas manquer de nous donner une définition aussi tranchante que sa logique. Il s'exprime ainsi en termes lapidaires : « Les actes de disposition sont ceux qui entraînent une aliénation totale ou partielle d'un bien quelconque. Tout acte qui n'entraîne pas une aliénation est, par cela même, un acte d'administration. » (14). Nous ne nous étendrons pas sur ce critérium qu'on peut

(13) M. P. PLANIOL : *Traité Élémentaire de Droit Civil*, 9e édition, tome I, p. 726, 728.

(14) LAURENT : *op. cit.*, tome IV, n° 304.

appeler de *non-aliénation*, car la fausseté en est aujourd'hui généralement démontrée. D'une part, en effet, un grand nombre d'aliénations rentrent dans les pouvoirs normaux de l'administrateur (ventes de denrées périssables, ventes de meubles par la femme séparée de biens, art. 1449), d'autre part, tout le monde est d'accord pour exclure de ces mêmes pouvoirs, l'acceptation d'une donation qui, cependant, est l'inverse d'une aliénation.

Bien plus satisfaisante est la définition du professeur CHENEAUX, qui s'attache surtout à l'exploitation matérielle du patrimoine. Après avoir constaté que la chose est très malaisée, cet auteur propose, non sans hésitation, la formule suivante : « Par acte d'administration, et nous prenons ce mot dans son *acception la plus large*, il faut entendre tous ceux qui tendent à conserver, à faire fructifier, ou à augmenter le patrimoine du mineur, alors même qu'ils seraient de nature, par les conséquences qui en résultent, à compromettre le capital lui-même ». Il distingue encore la *simple* ou *pure administration*, dans laquelle le capital ne peut être atteint en aucune façon ⁽¹⁵⁾.

Cette explication n'est pas nouvelle, elle avait déjà été donnée par ODIER ⁽¹⁶⁾ et plus récemment par BEUDANT ⁽¹⁷⁾ en des termes plus simples. Elle est séduisante parce qu'elle exprime le but même de l'administration, mais elle est critiquable pour deux raisons : D'abord, en supposant qu'elle donne toute satisfaction, *elle ne tient compte que des données concrètes et matérielles du patrimoine et par suite, ne pourrait convenir qu'à une seule catégorie d'administrateurs*, puisqu'elle rejette les conditions personnelles d'aptitudes individuelles. Elle ne définirait tout au plus que l'acte que nous appellerons plus tard : l'acte d'exploitation matérielle. Mais l'objection la plus impor-

(15) BAUDRY-LACANTINIERE : op. cit. tome v, Des personnes, p. 232.

(16) ODIER : *Traité du Contrat de mariage*, tome III, p. 338.

(17) Ch. BEUDANT : *Cours de Droit Civil français*, tome II, n° 350.

tante consiste en ceci : l'acte qui *tend* à conserver ou à faire fructifier, repose sur une simple *intention*, et *si cet élément volitif peut rentrer dans l'appréciation de l'acte d'administration, il n'est pas à lui seul suffisant pour en juger*. Le mari qui joue en bourse sur des valeurs mobilières de sa femme, peut bien prétendre augmenter la fortune de cette dernière, on lui refusera cependant toujours ce droit. Ce n'est donc pas seulement le but, mais surtout les moyens d'y parvenir, qui doivent délimiter le pouvoir de l'administrateur.

Tout récemment, M. le professeur BONNECASE a cependant repris la formule du professeur CHENEAUX en la perfectionnant et en la rendant générale. « L'acte d'administration, dit-il, est un acte juridique concernant un bien individualisé ou un patrimoine de famille considéré dans ses éléments concrets, et tendant, soit à la mise en valeur de l'élément-capital du patrimoine, par définition essentiellement stable, soit à l'appropriation ou à l'utilisation des revenus de cette mise en valeur, sans que l'existence au sein du patrimoine, l'individualité où la valeur dudit élément-capital, soient en rien compromises » ⁽¹⁸⁾.

Nous ne nous étendrons pas sur la critique de cette définition par trop matérialiste et objective qui, malgré sa précision, encourt les mêmes reproches que la précédente. Nous ajouterons que nous n'admettons pas la raison de M. BONNECASE, lorsqu'il prétend d'une façon tout à fait a priori d'ailleurs, que, seul, un critérium objectif peut apporter aux solutions de la jurisprudence, la lumière qui leur fait défaut ; nous verrons, au contraire comment il est pratiquement impossible d'éluder les préoccupations personnelles et subjectives.

Le critérium donné par M. PLANIOL, nous découvre un autre aspect de la question. Il se place d'un point de

(18) J. BONNECASE : *Précis de pratique judiciaire et extra-judiciaire. Eléments de clinique juridique*, 1927, p. 208. Voir aussi n° 81 et s.

vue général, en face du droit de propriété, sur la chose administrée et estime que « les actes d'administration ont pour caractère propre de n'engager l'avenir que pour un temps court et d'être, par suite, fréquemment renouvelables, tandis que les actes de disposition l'engagent définitivement ⁽¹⁹⁾. Malgré certaines critiques ayant déformé la pensée de l'auteur, il ne faut voir là que l'expression d'une notion de danger ou de risque pour le patrimoine ⁽²⁰⁾. Mais, si cette idée doit être nécessairement prise en considération, elle est cependant insuffisante pour former seule, une définition. Ainsi, l'acceptation d'une donation sans charge ou d'une succession sans passif, par exemple, ne grève pas l'avenir du patrimoine concret et malgré cela, on l'interdit unanimement à la femme, au mari ou à un administrateur quelconque.

Certainement, M. PLANIOL a donné une définition incomplète, parce qu'il ne paraissait s'occuper que du bail d'immeuble, aussi a-t-il admis par la suite le critérium de M. TRASBOT que nous étudierons bientôt : mais il ne l'a adopté que sous réserve d'une extension variable, selon les catégories d'administrateurs ⁽²¹⁾.

Certains auteurs ont quelquefois défini l'acte d'administration, bien incidemment, et sans vouloir lui donner une portée générale. C'est ainsi que DEMOLOMBE, en étudiant la tutelle, met en relief le caractère de fréquence et de peu d'importance que présente cet acte par opposition avec l'acte de disposition qui est au contraire impor-

(19) M. PLANIOL : op. cit., p. 727.

(20) Voir infra. p. 47 : LE BARON, thèse citée, p. 135 à 138.

Cette idée de danger, a été évoqué incidemment par MM. AUBRY et RAU (*Cours de Droit Civil*, 5e Edition, p. 696, note 1) et par MM. LE COURTOIS et SURVILLE (BAUDRY-LACANTINERIE, op. cit., *Du contrat de mariage*, tome I, n° 725).

(21) PLANIOL et RIPERT : *Traité de Droit Civil*, vol I, p. 325 et s.

Voir aussi volume III, p. 221 en collaboration avec M. TRASBOT, et vol. VIII, p. 662.

tant et se renouvelle rarement ⁽²²⁾. Avec le caractère de *fréquence*, nous y voyons une idée de *mesure* que nous retrouverons dans la suite de nos développements.

SECTION II

Examen des Etudes spéciales de l'administration des biens

Dans toutes les études que nous avons examinées jusqu'ici, la question était toujours considérée sous un angle spécial, au sujet du tuteur, du mari, du mandataire, etc... C'est pourquoi, excepté la définition de M. BONNECASE, nous avons eu presque toujours des solutions étroites qui se ressentaient de ce point de vue particulier. Il n'y a pas jusqu'à la conception générale de M. PLANIOL qui ne se laisse inspirer par un cas d'espèce : le bail d'immeuble. Mais, du jour où le problème fut envisagé dans son ensemble, d'un point de vue synthétique, il fallait s'attendre à voir apparaître des solutions générales comportant un critérium unique et absolu. C'est à ce résultat qu'ont prétendu aboutir MM. PENET, LE BARON et TRASBOT, pendant que M. GOLDSCHMIDT défendait avec âpreté la thèse de la variabilité du principe avec chaque catégorie d'administrateurs. Essayons de retracer succinctement ces divers systèmes.

I. — SYSTÈMES DE L'ALTÉRATION MATÉRIELLE

L'étude synthétique la plus anciennement connue sur la question, est une thèse de M. PENET, soutenue en 1883, à l'époque où s'affrontaient encore dans la science juridi-

(22) DEMOLOMBE : *Cours de Code Napoléon*, vol. VII, n° 633, p. 405.

que, les opinions de DEMOLOMBE et de LAURENT. Cet auteur repousse d'abord le critérium de l'aliénation de LAURENT, celui de l'acte utile, dont paraît s'être inspiré POTHIER, celui de l'acte avantageux qui servait dans le droit romain à déterminer la validité des engagements du mineur sorti de « l'infantia ». L'idée d'importance ou de gravité n'a pas plus de faveur auprès de M. PENET, car, dit-il, elle entraîne, tout comme l'acte utile, une appréciation de fait ⁽²³⁾. L'auteur paraît bien avoir une répulsion évidente pour le fait; il en donne encore la preuve en refusant d'admettre la distinction des actes conservatoires et des actes d'administration parce qu'elle est délicate dans la réalité des choses ⁽²⁴⁾. Comment n'a-t-il pas vu que la distinction des actes d'administration et des actes de disposition est de même essence et qu'elle constitue aussi une question de fait ? Logiquement, il devait aussi la rejeter. Nous lui voyons, avec regret, repousser cette notion de danger, utile à notre problème.

Sa définition nous laisse cependant quelque surprise. Selon lui, « *les actes d'administration sont ceux qui ont pour but de conserver ou de faire valoir un bien quelconque, selon sa nature propre et sans, qu'en principe, sa substance en soit altérée* » ⁽²⁵⁾. Cette formule ne nous apprend rien de nouveau, après celles que nous connaissons déjà, de plus, si comme il semble l'entendre, le patrimoine est considéré, non pas abstraitement mais dans sa composition concrète, il fait intervenir l'idée de danger qu'il prétend cependant repousser.

Mais cette considération n'a pas échappée à M. LE BARON qui en a fait l'idée maîtresse de son système. Examinons-

(23) J. PENET : *Des administrateurs et des actes d'administration*, thèse Grenoble, p. 161 à 166.

(24) J. PENET, op. cit., p. 170.

(25) J. PENET, op. cit., p. 167.

le succinctement. Puisque l'administration tend essentiellement à la restitution du patrimoine administré, il ne faudra pas permettre à l'administrateur des actes dangereux qui risqueraient de compromettre l'ensemble des biens. Cependant, on ne peut considérer cette explication dans un sens trop absolu, car bien peu d'actes sont exempts de risques, et tous en renferment plus ou moins ; cela reviendrait à les interdire à l'administrateur, et, par suite, à rendre impossible toute administration. C'est pourquoi M. LE BARON pense que le risque doit être *sérieux, important* ⁽²⁶⁾, c'est-à-dire que les chances de succès de l'acte soient écrasantes à l'encontre des chances perte. Selon l'auteur, cette solution est universelle, elle doit s'appliquer à tous les cas d'administration et à tous les administrateurs ; son principe est fixe, dit-il, et les différences de pouvoirs qui existent dans les diverses espèces tiennent, soit au but spécial de l'administration dans chaque cas, soit à la *qualité des personnes* considérées ⁽²⁷⁾.

A première vue, on comprend mal. Le but et les considérations de personnes seraient donc étrangères à la notion d'administration, c'est ce que nous ne pouvons admettre. Qu'on le veuille ou non, le juge s'en inspirera toujours pour apprécier si l'acte doit être maintenu, même à l'égard des tiers. On ne peut donc pas éluder ces considérations et le principe qui voudrait s'en passer serait fatalement incomplet.

M. LE BARON semble cependant se justifier en considérant uniquement l'acte d'administration, comme l'indique

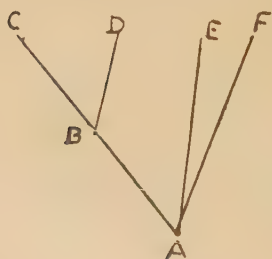
(26) LE BARON : *L'acte d'administration en droit civil français*. Thèse Paris 1916, p. 141. L'auteur donne la définition suivante : « L'acte d'administration est l'acte soit conservatoire, soit d'entretien, soit de fructification absolument prudent et exclusif de tout risque sérieux. Il peut être ou non un acte d'aliénation. Il n'engage jamais dangereusement l'avenir. Il peut être ou non un acte d'innovation. Il est en principe légitimement accompli par tout administrateur ».

(27) LE BARON op. cit., p. 140.

le titre même de son ouvrage. Il ne tend qu'à édifier une construction théorique et abstraite de l'acte *en soi*, indépendamment des circonstances personnelles et matérielles dans lesquelles il peut se produire, de sorte qu'il n'y aura pas de coïncidence entre les actes d'administration et les pouvoirs des administrateurs, puisque, pour déterminer ces derniers, il faudra non seulement tenir compte de l'entité théorique de cet acte, mais aussi des contingences réelles. Ses explications sont d'ailleurs complétées par un schéma que nous reproduisons ⁽²⁸⁾.

Ainsi conçue, la théorie de l'administration ne servirait point à établir la limite des pouvoirs de l'administrateur, ou du moins n'y contribuerait que pour une faible part, puisque les éléments de détermination les plus importants comme les circonstances personnelles et matérielles seraient étrangers à cette notion. — N'y a-t-il pas là quelque chose de choquant et ne vaut-il pas mieux dire que toutes les considérations et surtout les plus importantes, doivent être comprises dans la conception de l'acte ? — Pourquoi s'obstiner à rejeter les raisons de fait, sous le prétexte d'établir un principe scientifique, alors que le fait domine dans notre matière ? Nous ne nous opposons pas à la conception théorique de l'acte d'administration,

(28) M. LE BARON dit bien dans sa définition que l'acte d'administration est en principe légitimement accompli par l'administrateur, mais il reconnaît ici qu'en réalité, ce dernier aura rarement un pouvoir concordant avec la notion théorique de l'acte d'administration telle qu'il la conçoit ainsi que le démontre le schéma suivant :



- A. — Pouvoirs des administrateurs.
- B. — Considération de l'acte.
- C. — Considération de la nature de l'acte.
(Théorie de l'acte d'administration).
- D. — Considération des accessoires et des suites
possibles de l'acte.
- E. — Considération des conditions de produc-
tion de l'acte.
- F. — Considération des personnes.

Voir thèse p. 145 et s.

mais sachons reconnaître qu'ici, elle ne peut être que d'un faible secours. L'interprétation et la solution pratique seront trop souvent opposées au principe, pour donner à ce dernier une valeur aussi absolue que le voudrait M. LE BARON.

II. — SYSTÈME DE L'ACTE NORMAL

C'est en s'inspirant des mêmes idées, mais d'une façon plus approfondie, que M. TRASBOT élabore son système. Il veut que le principe de l'acte d'administration soit fixe, intangible, pour avoir l'unité qui caractérise la construction scientifique. Il critique sévèrement les théories qui font varier la notion d'administration avec les catégories d'administrateurs en les accusant d'émettre des principes variables qui sont, dit-il, anti-scientifiques ⁽²⁹⁾. Cet argument est exagéré. Les théories qu'il réfute, dont le type est celle de M. GOLDSCHMIDT que nous allons examiner, ont un principe fixe, quoiqu'elles ne l'expriment pas, car tout principe est fixe, seulement, elles énoncent des règles particulières qui, elles, sont différentes selon les cas, mais qui ont au moins, l'avantage d'être plus pratiques. D'ailleurs, comme il le reconnaît lui-même, un principe qui varie ne peut-être un principe, ce serait même un non-sens. Ce n'est donc pas la notion absolue de l'administration qui change, mais elle contient elle-même en germe, les règles de son application variable.

Voilà résolue cette divergence théorique, mais quel critérium nous donne M. TRASBOT ? Il exprime pour la première fois, très nettement, que l'acte d'administration ne doit pas être considéré comme un acte juridique, mais comme un concept abstrait, *un caractère qui peut se gref-*

(29) A. TRASBOT : *L'acte d'administration en droit privé français*. Thèse, Bordeaux 1921, p. 92 et 93.

fer sur un acte quelconque ⁽³⁰⁾. Par suite, toute opération juridique pourra revêtir, soit le caractère d'administration, soit celui de disposition selon le cas. Ce caractère distinctif nous est présenté comme une idée de « normalité » dont il fait l'analyse ⁽³¹⁾. L'homme, dit-il, a une curiosité et un sentiment critique très marqué pour les choses qui ne constituent pas son mode normal d'existence. Lorsqu'un événement se produit, il s'y intéresse, il cherche à s'en expliquer les raisons, et s'il ne réagit pas, c'est que le fait est *normal*. Ainsi, lorsqu'un individu vend sa récolte, personne n'y prend garde, s'il vend au contraire son champ, sa maison, l'on se demande pourquoi ; l'événement est anormal. C'est sur ce sentiment inné de curiosité éveillant la critique que l'auteur fonde son critérium. — Ayant ainsi expliqué le sens des termes, il définit l'acte d'administration : *acte de mise en valeur normale* ⁽³²⁾.

Au premier abord, cette idée de « normalité » paraît donner satisfaction, tout au moins en ce qui concerne la solution théorique du problème, car elle domine toute la matière et elle est, sans doute même, la seule qui s'applique d'une façon aussi générale. Mais, en approfondissant la question, son système se révèle bien imparfait.

Remarquons avant tout que M. TRASBOT n'attache pas au mot « *normal* » son sens général habituel. Par l'analyse qu'il en donne, il confine ce terme dans une signification assez étroite et si, comme il le pense, l'acte normal

(30) A. TRASBOT : op. cit., p. 197.

(31) A. TRASBOT : op. cit., p. 165.

(32) A. TRASBOT, op. cit., p. 199 : « Est dit acte d'administration, tout acte juridique quelconque, lorsque par rapport à l'ensemble d'un patrimoine donné, le dit acte apparaît, comme accompli par son auteur dans le but d'assurer à la fois la conservation et la mise en valeur normale de ce patrimoine ou d'un ou plusieurs de ses éléments dans des conditions déterminées légalement et sous la menace d'une sanction appropriée ».

Sur cette même base il définit également l'acte conservatoire et l'acte de disposition.

d'exploitation est celui qui passe inaperçu, qui n'éveille pas la critique, ce critérium ne conviendra pas toujours. Nous savons qu'avec les variations continuelles des conditions économiques, il peut apparaître des formes nouvelles de la vie juridique, soit par la pratique de certains actes jusqu'alors inconnus, soit par le changement de nature et de fonction d'actes déjà usités. Nous pouvons ainsi nous trouver en présence d'actes nouveaux ou prenant une physionomie nouvelle ; il est certain que la curiosité, voire la critique, ne manqueront pas d'être exercées dans les deux cas. Cela veut-il dire que ces opérations auront la nature d'actes de disposition ? Pas le moins du monde. Ainsi, le jour où le contrat d'assurance contre les risques devint l'apanage de sociétés spécialisées, et qu'il fut soumis à une procédure et à des formalités inaccoutumées, ce caractère de solennité éveilla la curiosité des usagers, certainement aussi leurs critiques. Quelqu'un pensa-t-il pour cela que ce contrat était un acte de disposition ? De même, la vente des rentes sur l'Etat français était avant la guerre franco-allemande de 1914-1918; un acte de disposition ; aujourd'hui, avec l'instabilité des meilleures valeurs d'Etat, on estime que l'administrateur qui les a vendues pour des raisons pratiques valables — une menace de baisse par exemple — a fait un acte de bonne administration ⁽³³⁾. Doit-on penser pour cela que cette opération émoussait la curiosité autrefois et la laisse indifférente aujourd'hui ?

Non, véritablement, nous ne pouvons accepter ce sens étroit du : « *normal* ». Ce concept doit être pris dans une acception plus générale, comme synonyme de « *moyen* », d'« *ordinaire* ». En effet, normal ne veut-il pas plutôt exprimer un *moyen terme entre deux sens extrêmes* ou deux

(33) On pourrait il est vrai objecter que la vente sera validée, à titre d'acte utile de gestion d'affaire. Voir ce que nous pensons de cet argument. *Infra* p. 88.

mesures extrêmes. C'est là, croyons-nous, la véritable signification. Le caractère normal ne dépendra plus ainsi seulement d'une simple impulsion : la curiosité ; il sera aussi le fruit du raisonnement. Notre esprit devra apprécier la place qu'occupe l'acte dans la gradation infinie de la vie des affaires et cette appréciation sera bien près du sens pratique. Telle est la constatation générale de laquelle on peut induire le principe de normalité.

Mais alors, ce concept est prodigieusement flou, si flou que l'application à la matière de l'administration en fait une pétition de principes. Un acte est de sage administration, parce qu'il est normal, disons-nous ; mais pourquoi est-il normal ? Parce qu'il est sage sans doute. Même du seul point de vue théorique, nous pouvons dire que l'idée du « normal » ne peut suffire à constituer le principe de l'administration, car il serait trop élastique, trop inconsistant. Il formerait, si l'on peut dire, une coque nébuleuse, sans forme définie, tandis que la valeur scientifique d'un principe réside dans la rigidité de l'enveloppe et, par suite dans l'unité de son contenu. De sorte que nous pourrions retourner contre M. TRASBOT son propre argument, lorsqu'il reproche à certaines conceptions d'émettre un principe trop variable.

Doit-on pour cela en déduire la conséquence qu'il n'y a point de principe de l'administration ? Non, sans doute ; ce principe doit bien exister, mais dans l'état actuel de nos connaissances juridiques, il paraît bien prétentieux de le formuler. Les idées de normalité, de sagesse ou de prudence, de risque, de danger, de mesure, s'entremêlent avec une complexité telle, qu'il est difficile de connaître l'importance de chacune d'elles, et d'autre part, l'application en est trop touffue pour qu'on en puisse induire un principe simple et satisfaisant. Si l'on tient cependant, faute d'autre, à conserver celui de M. TRASBOT, il faudra

du moins se rendre compte qu'il ne peut être pratiquement d'aucune utilité appréciable.

Toutefois, nous devons reconnaître à cet auteur, le mérite d'avoir exprimé, dans une formule très claire, le caractère abstrait de la notion que nous étudions et sa faculté de s'adapter à un acte quelconque. Son critérium a, d'autre part, l'avantage d'établir le parallèle entre l'acte d'administration et l'acte de gestion d'affaires, le premier ayant un caractère normal, le deuxième un caractère utile. Cette comparaison est des plus instructives, car elle nous permet de constater que leur appréciation très délicate ne peut se faire que d'après les circonstances de fait.

III. — SYSTÈME A PRINCIPES MULTIPLES

A l'opposé des trois études synthétiques que nous venons d'examiner et qui admettent l'existence d'un principe absolu, s'appliquant comme un dogme dans tous les cas, nous devons placer la thèse de M. GOLDSCHMIDT. D'un point de vue général, cet auteur considère que l'administration a surtout un aspect subjectif, c'est-à-dire qu'elle consiste en un rapport de droit entre deux personnes. L'acte « qui tout en sauvegardant le droit du propriétaire épuisera celui de l'administrateur, sera à proprement parler, l'acte d'administration » (34). Mais il observe que la distinction repose sur des idées différentes selon les groupes de personnes, c'est pourquoi il est amené à penser que le critérium varie dans chaque cas.

Il divise les administrateurs en deux grandes classes, selon qu'ils administrent leur propre patrimoine (mineur émancipé, femme mariée séparée de biens...) ou qu'ils ad-

(34) P. GOLDSCHMIDT : *Etude de l'acte d'administration en droit Civil français*. Thèse Paris 1898, p. 47. L'auteur expose clairement la relation de personne à personne existant dans toute situation administrative.

ministrent le patrimoine d'autrui, et parmi ces derniers, il distingue ceux qui trouvent au-dessus d'eux le propriétaire en état d'exercer ses droits (mandataire, mari administrateur des biens propres de sa femme...) et ceux dont le propriétaire ne peut exercer ses droits (tuteur, père administrateur légal). Le principe sera différent selon les catégories. Pour les mineurs émancipés, l'acte d'administration sera l'acte passé sur le revenu ou même l'acte passé sur le capital, s'il est avantageux (non lésif). Pour la femme séparée de biens, ce sera l'acte opportun, celui qu'aurait fait un bon père de famille, ce qui ne manque pas de nous surprendre parce qu'il insiste par ailleurs sur l'insuffisance du caractère de l'acte opportun ou utile ⁽³⁵⁾. Mais c'est surtout en étudiant le cas du mandataire (ou du mari qui n'est qu'un mandataire légal), que GOLDSCHMIDT nous donne véritablement une opinion intéressante. Ici, le propriétaire est présent et pleinement capable. Administrer, c'est alors traiter le patrimoine selon sa *destination naturelle*, en respectant son identité physique, c'est lui faire jouer le rôle juridique qu'il est appelé à remplir, et l'acte d'administration sera « ...celui qui dérive naturellement de la nature même des choses et qui semble en constituer le mode de gestion normal » ⁽³⁶⁾.

Cette règle est peut-être la plus exacte que l'on puisse donner théoriquement de l'administration, on pourrait même la rendre générale, en considérant le patrimoine plus abstraitement. Chaque élément du patrimoine a, en

(35) P. GOLDSCHMIDT : op. cit., p. 31. Voir pour le mineur émancipé, p. 53 et s., pour la femme séparée p. 85 et s.

(36) P. GOLDSCHMIDT : op. cit., p. 145 et 146 : Administrer c'est « traiter les biens suivant leur destination naturelle en s'inspirant, non pas des circonstances, mais de la nature même des choses, c'est exprimer des éléments du patrimoine tout ce qu'il est possible d'en retirer, tout en respectant dans son identité individuelle, la nature intime de chacun des éléments ; c'est faire jouer à chaque bien le rôle que son caractère juridique propre lui fait un nécessité de remplir ».

effet, une fonction et une physionomie qu'on doit lui conserver, et tout acte qui respecte cette *orientation propre* ⁽³⁷⁾, est normal et par suite, acte d'administration. La destination naturelle du patrimoine sera un moyen de limiter l'activité de l'administrateur. Voilà le sens dans lequel nous entendons cette règle.

En définitive, reculant devant la complexité d'une solution générale, M. GOLDSCHMIDT s'est attaché à l'étude des règles particulières à chaque groupe de personnes, c'est là son grand mérite. Nous lui reprochons cependant d'avoir cru que ces règles secondaires devaient s'appliquer avec une valeur absolue, à l'instar des théoriciens rigides. A un autre point de vue, nous lui reprochons aussi d'avoir repoussé l'idée d'altération ou de perte du patrimoine, quand il s'agit d'une personne administrant son propre bien ⁽³⁸⁾.

Nous nous inscrivons en faux contre cette prétention. L'idée de risque ou de danger a une valeur générale, elle s'applique à toutes les administrations. S'il est vrai qu'elle ait une plus grande importance pour les administrateurs de la fortune d'autrui, à cause des fraudes possibles, son utilité n'est cependant pas négligeable au regard de ceux qui administrent leur propre fortune, parce que la loi ne leur a pas fait confiance et leur a enlevé les pouvoirs du propriétaire. Cette idée forme, avec celles de prudence et de mesure, un concept d'application générale en notre matière, quoique leur importance respective varie selon les groupes de personnes. Si M. GOLDSCHMIDT ne s'en est pas aperçu, cela provient, semble-t-il, de sa tendance trop marquée à compartimenter la matière en catégories étanches et impénétrables, n'obéissant qu'à des règles distinctes, alors qu'en réalité, il ne faut pas exa-

(37) Peu importe qu'il s'agisse de la destination purement naturelle ou bien modifiée par la volonté du propriétaire.

(38) P. GOLDSCHMIDT : op. cit., p. 111.

gérer l'opposition entre ces diverses espèces ⁽³⁹⁾. Cette vue fractionnée du problème de l'administration découle elle-même de sa conception générale par trop subjective. Nous pensons bien avec cet auteur que l'administration crée un rapport de droit entre deux personnes, mais il nous faut ajouter que *c'est au sujet d'un patrimoine*. Pour n'avoir aperçu que les relations personnelles, M. GOLDSCHMIDT n'a pas su apprécier à leur juste valeur les notions relatives au bien administré, et malgré l'avantage d'avoir mis en un relief saisissant, l'action de l'homme sur les biens, sa conception est nécessairement incomplète.

(39) Il n'existe pas de différence de nature entre les diverses administrations. Dans celles du patrimoine d'autrui les droits sont répartis entre deux personnes différentes : l'administrateur et le propriétaire. Dans les administrations de son patrimoine propre, le propriétaire incapable se voit enlever les droits entiers de propriété, mais un organisme le supplée dans l'exercice de ces droits (Conseil de famille, Union conjugale), de sorte que *l'administration apparaît toujours comme la limite du droit qu'à un tiers de s'immiscer dans les affaires d'autrui ou du droit qu'à un individu incapable, sur son propre patrimoine*. La question réside toujours dans la distinction des pouvoirs réduits de l'administrateur et des pouvoirs entiers du propriétaire.

CHAPITRE II

Solutions Jurisprudentielles concernant l'acte d'administration sur les biens de la femme

L'étude des vues doctrinales nous a permis de constater qu'il existait chez les auteurs deux tendances opposées, l'une penchant plutôt vers des solutions absolues, sauf à en atténuer la rigidité dans l'application, l'autre inclinant vers une interprétation souple en tenant compte de la nature de l'acte et des nécessités de sa fonction. Quelle que soit la valeur de ces deux points de vue, la divergence théorique qui en résulte ne peut avoir, à notre sens, qu'une importance secondaire, car, en définitive, elle n'empêche pas, d'une façon irréductible, l'obtention d'un même résultat équitable. Mais les différences de solutions jurisprudentielles que nous allons maintenant envisager, revêtent par contre un caractère particulièrement grave, surtout lorsqu'elles portent sur des espèces identiques. Les principes supérieurs de justice paraissent alors violés et les intérêts légitimes sacrifiés. Cependant, une étude approfondie

die démontre qu'il existe presque toujours des raisons particulières justifiant ces différences. « Le juge, disait récemment un éminent magistrat de la Cour de Toulouse, ne recherche dans les livres de droit que la formule de ses décisions ». Cela veut dire que les règles de droit sont pour lui, beaucoup plus des moyens de contrôler son sentiment personnel que les inspirations initiales de ses jugements. Peu soucieux de la portée scientifique de ces derniers, le juge tend avant tout à la satisfaction des intérêts légitimes : but final de toute interprétation juridique. C'est donc pour satisfaire l'équité, et non pour lui faire violence qu'il est souvent rendu des décisions apparemment contradictoires.

Cela veut-il dire que la jurisprudence soit dépourvue d'une conception de l'acte d'administration sur les biens de l'épouse ? Point du tout. Bien qu'elle ne l'exprime jamais explicitement, elle se laisse inspirer d'une notion, surtout pratique, et peut-être peu scientifique au premier abord, mais n'en ayant pas moins une grande influence sur les destinées de la pensée et de la vie juridiques. On aperçoit dès lors, la grande difficulté qui s'attache à l'étude jurisprudentielle de la question, en même temps que son extrême importance. Aussi, devons-nous, pour dégager ce concept dont s'inspirent les tribunaux, opérer un rapprochement entre les solutions diverses et quelquefois opposées qu'ils apportent dans les espèces les plus typiques. Cette comparaison, des plus instructives, nous montrera que le juge adopte plutôt une notion courante, large, malléable, adaptée aux besoins, opposée à toute question de principe et qu'il l'applique indistinctement à celui des époux qui est chargé de l'administration, sans mettre en conflit, d'une part, la question de capacité de la femme, d'autre part, celle des pouvoirs du mari. Nous ne manquerons pas d'indiquer ensuite, les motifs principaux qui sont

souvent mis en relief dans les arrêts et jugements, après quoi, il sera utile de noter une dérogation apportée dans l'intérêt des tiers de bonne foi.

SECTION I

Nature et Caractères de la notion jurisprudentielle

I. La jurisprudence ne tend pas à établir un principe de l'acte d'administration.

S'il est vrai que la jurisprudence adopte implicitement une notion de l'acte d'administration, cela n'implique pas que sa théorie soit assujettie à des règles strictes. Elle n'a jamais prétendu établir un principe gouvernant cet acte ; cela se manifeste, à l'examen des diverses décisions, de deux façons différentes que nous envisageons ici.

a) Tout d'abord, les tribunaux auraient pu, en s'appuyant sur des arguments techniques, établir une *classification rigide* entre les divers actes juridiques les plus usités, ne comportant que les exceptions prévues par le Code. Ainsi, en se fondant sur les raisons d'une bonne mise en valeur du patrimoine, il leur aurait été facile de décider que l'exercice d'une action mobilière, la réception d'un capital, la constitution de rente, seraient toujours des actes d'administration, permis à l'époux, en raison de leurs caractéristiques moyennes, tandis qu'à l'opposé, la vente, la conversion au porteur, la transaction, la surenchère constitueraient de véritables dispositions, par suite toujours interdites. Le juge se serait, en quelque sorte, subs-

titué au législateur, pour régler avec certitude, l'application de sa conception aux nombreuses tractations journalières. C'eût été selon certains auteurs, une solution parfaitement scientifique.

La jurisprudence s'est cependant toujours refusée à suivre cette voie. Nous trouvons certainement d'assez nombreuses décisions où il est dit, par exemple, que le fait d'assister à une assemblée générale d'actionnaires, l'inscription d'une hypothèque, la réception d'un capital, sont des actes d'administration (Trib. Com. Anvers, 1er juillet 1905 : S. 1906, 4, 30 — Civ. 31 janv. 1911 : S. 1913, 1, 249), mais il s'agit, dans ces espèces, d'opérations dont la nature n'est guère contestable et où le problème n'est pas soulevé. Par contre, nous avons trouvé des arrêts de principe, dans lesquels les magistrats essayaient d'opérer la classification dont nous venons de parler. Cela s'est produit notamment en matière d'aliénations et d'obligations (Req. 5 nov. 1860 : S. 61, 1, 49 — Civ. 12 mars 1888 : S. 88, 1, 309), mais ces arrêts n'ont pas été suivis ; nous verrons, en effet, que de nombreuses ventes ou emprunts ont été permis aux époux.

Cette discussion présente un gros intérêt en matière de conversion au porteur de titres nominatifs car, si sur le plan strictement juridique, cette opération est un simple changement de forme ⁽¹⁾, on ne peut pas nier qu'elle présente un grave danger dans sa fonction économique, car entre les mains d'une personne malhonnête, elle n'est au fond qu'une étape vers l'aliénation et peut-être vers l'aliénation frauduleuse. La jurisprudence a-t-elle décidé que

(1) L'opinion contraire est cependant soutenue : R. MINARD : *Droits du mari sur les valeurs mobilières de sa femme*, thèse, n° 133, 136. M. MINARD pense avec M. WAHL, que la conversion constitue une novation parce que le titre au porteur constitue un titre nouveau, ne laissant pas persister les exceptions du cédant. — On y trouve plusieurs explications juridiques de la conversion.

la conversion devait être *en principe* un acte de disposition? Point du tout. Nous ne connaissons qu'une seule décision aussi catégorique, encore est-elle rendue en matière d'usufruit, (Lyon, 20 janv. 1882 : S. 84, 2, 105), mais elle a été désavouée par la jurisprudence postérieure qui permet régulièrement cette opération à la femme séparée et même quelquefois au mari ⁽²⁾. Les tribunaux comprennent que *pour la conversion au porteur comme pour un acte quelconque, il est impossible d'établir une règle rigide*, la plupart des opérations étant susceptibles de prendre des physionomies différentes selon les cas.

b) Mais considérant justement que la nature d'un acte est variable, la jurisprudence ne pourrait-elle pas admettre, au moins, l'existence d'un principe plus abstrait, d'un *véritable critérium qui permette de déterminer cette nature* et de discerner avec exactitude dans chaque cas particulier, les actes permis des actes interdits ? La Doctrine, nous l'avons vu, s'y est essayée et nous avons rendu justice aux définitions de MM. TRASBOT et BONNECASE, mais nous ne trouvons dans les arrêts ou jugements, aucune trace d'une semblable préoccupation, aucune ébauche de critérium de l'acte d'administration. Ici encore, les juges ont compris que la variété des circonstances ne permettait pas l'application d'une règle précise et absolue.

Il arrive même parfois en pratique, qu'une même opération change de nature pendant son déroulement. C'est ainsi qu'une action en bornage intentée par le mari peut, à un certain moment, changer de nature et devenir un acte grave, si le droit de propriété de la femme est mis en jeu. Comment, dans ce cas, trouver un principe de ce changement de caractère ? On conçoit par là l'énorme difficulté

(2) Paris, 12 juill. 1869 : S. 69, 2, 321, note Lyon-Caen, Req. 13 Juin 1876 : D. P. 78, 1, 181. Pour le mari, voir Trib. Seine, 23 mars 1882 ; Rep. du Not. 1883, n° 953, avec une note très judicieuse de M. HOUPIN.

du problème que la jurisprudence *résout toujours par des distinctions de fait* ⁽³⁾.

II. — Elle s'inspire d'une notion courante, dépendante des circonstances.

Loin de suivre l'intransigeance des systèmes rigides, la jurisprudence s'inspire d'une conception courante, non assujettie à des règles fixes, mais au contraire, susceptible de se plier aux nécessités des contingences. Soit qu'elle valide, soit qu'elle annule un acte particulier, elle se borne à constater qu'il rentre dans le cadre de l'administration ou qu'il en est exclu. Pour elle, cette notion est *intuitive*, confusément sentie de tous ; elle est un axiome pratique qui se passe de définition : l'obligation d'une femme séparée, dans tel cas particulier, n'est pas valable, parce qu'elle ne rentre pas dans son administration (Req. 25 avril 1882 : S 83, 1, 221. — Req. 24 oct. 1906 : S., 1910, 1, 482), il en est de même pour la vente de son fonds de commerce (C. Bordeaux, 18 oct. 1932 : D. H. 1934, Som., p. 6). Le mari, en vendant un cheptel de sa femme, dans certaines conditions, dépasse son pouvoir d'administrer (Civ. 31 juill. 1929 : Gaz. Pal. 1929, 2, 514. Voir aussi pour le mandataire : Req. 7 nov. 1928 : D. H. 1928, p. 606). Les termes employés peuvent changer, le sens exprimé est toujours le même : l'étendue de l'administration est supposée connue et dépend d'une appréciation saine et de bon sens.

Mais cette étendue varie selon les cas, car une vente, une obligation, une constitution de rente, peuvent être tantôt comprises, tantôt exclues de la mesure admise. Or, si nous

(3) Voir pour l'action en bornage : Cass. Req., 19 mai 1935 : Dall. Heb. 1936, p. 345.

recherchons les causes de ces variations dans les arrêts ou jugements rendus en cette matière, nous ne pouvons aboutir qu'à cette déduction : *le caractère de l'acte est fonction des circonstances* et comme ces dernières sont nombreuses et complexes, aucun principe directeur ne s'en dégage. Les arrêts foisonnent à l'appui de cette constatation, bornons-nous à signaler les plus typiques. Déjà, un vieil arrêt de la Cour de Montpellier, toutes Chambres réunies, avait clairement exposé que l'emprunt pouvait être permis à l'époux lorsque « par la modicité ou par les circonstances », il se révélait conforme à la bonne administration (Montpellier, 10 juin 1830 : S. 31, 2, 104). La Cour de Cassation a, par la suite confirmé cette opinion, dans une espèce, où le mari avait négocié des billets représentant des loyers non échus, d'un immeuble de sa femme. Pour savoir si cette cession de loyers anticipés devait être permise, la Cour suprême a indiqué, qu'il y avait lieu de rechercher « si dans l'espèce et eu égard aux circonstances de la cause, la clause litigieuse ne constituait pas un simple acte d'administration ». (Cass., 18/8/1868 : S. 69, 1, 17, note Rodière). Constamment, d'ailleurs, les tribunaux décident que les actes les plus divers, transactions, surenchères, peuvent, selon les conditions, rentrer dans les pouvoirs normaux de l'époux ou en être exclus. Ainsi, un arrêt plus récent vient de décider qu'une constitution de rente viagère, permise habituellement, peut cependant être interdite, car les juges ont le droit d'y voir, d'après les considérations d'espèce, une pure libéralité (Req. 21 déc. 1926 : Gaz. Trib., 19-20 janv. 1927). Comme on le voit, la distinction des actes d'administration et des actes de disposition est, pour le juge, une pure question de fait (4).

(4) Bien que ce soit une conséquence de sa conception, certains arrêts prennent le soin d'y insister : Req. 25 Avril 1882 : D. P. 82, 1, 248 et surtout : Nancy, 24 juin 1854 : S. 54, 2, 550.

En résumé, la notion jurisprudentielle est avant tout pratique, d'usage courant, ordinairement comprise de chacun sans effort. On peut dire qu'elle existe à l'état diffus dans la conscience populaire et devient explicite dans la sentence du magistrat. Cette façon de concevoir les choses n'est pas scientifiquement si anarchique qu'elle le paraît tout d'abord, car elle s'accommode parfaitement avec les intérêts particuliers de la vie juridique et économique. De plus, le juge ne repousse pas systématiquement tout principe ; nous verrons qu'il accepte certaines directives lorsque la spécialité et la simplicité de la question le permettent ⁽⁵⁾.

III. — *Extension variable de la notion jurisprudentielle selon qu'elle s'applique à l'un ou à l'autre époux.*

Si nous considérons, non plus les caractères intrinsèques et la nature même de la notion consacrée par la jurisprudence, mais plutôt son application à l'administration du mari ou de la femme, nous voyons qu'elle est susceptible de se modifier. Cette constatation, appuyée par certains auteurs (COLIN et CAPITANT, PLANIOL), n'est pas seulement spéciale au patrimoine de la femme, mais porte sur l'ensemble du problème. L'acte d'administration, en général, a une compréhension plus ou moins étendue, selon qu'il concerne un administrateur de son propre patrimoine, ou un administrateur du patrimoine d'autrui, ou encore selon qu'il s'agit d'un incapable de droit ou d'un incapable de fait, etc. Le concept jurisprudentiel est en somme, extensible, et comporte des pouvoirs plus ou moins larges, pour le mineur émancipé, le tuteur, le mandataire, la femme séparée, etc.

(5) Voir infra, p. 100.

Pour nous, qui ne sommes intéressés qu'au patrimoine de l'épouse, nous constatons qu'il est reconnu de plus grands pouvoirs d'administration à la femme qu'à son mari. Quoi de plus normal, puisque la femme exploite un bien qui lui appartient tandis que le mari, étant placé à la tête d'une fortune dont il n'est pas propriétaire, peut inspirer des craintes de fraude. Il est vrai qu'on explique couramment cette différence dans l'activité propre de chacun des époux, en faisant intervenir des questions de pouvoirs et de capacité : la femme incapable de droit, a cependant une certaine *capacité* d'action sur son bien, tandis que le mari n'a qu'un *pouvoir* sur une chose dont il n'a point la propriété. Le droit d'administrer ayant dans les deux cas une origine différente, il devrait en résulter une limite d'action différente, qui, en tout cas, n'aurait aucun rapport avec la théorie de l'administration, mais seulement avec celle des pouvoirs et de la capacité des personnes.

Ce raisonnement conduit à penser que l'administration est une notion objective indépendante de l'action personnelle des individus, et l'on ne peut pas nier que sur le plan purement rationnel, cela soit d'une grande commodité. Sans doute est-ce à cause de cette supériorité théorique que de la Doctrine enseigne communément cette explication et sépare nettement d'un part, la notion d'administration, plutôt objective, d'autre part, celle des pouvoirs et capacité des personnes, purement subjective.

Nous aurons, dans notre troisième chapitre, l'occasion de critiquer cette distinction par trop théorique, il suffit de savoir pour l'instant dans quelle mesure la jurisprudence s'est ralliée à cette thèse. Il semble plutôt qu'elle n'y ait point adhéré du tout. Si elle ne le dit pas d'une façon explicite, parce qu'au fond, la querelle d'école ne l'intéresse pas, elle le laisse entendre du moins, dans les nombreux arrêts où elle a eu à résoudre des questions concer-

nant, soit la capacité de l'épouse sur ses propres biens, soit les pouvoirs du mari sur les biens de sa femme. Dans un cas comme dans l'autre, elle joint les considérations objectives venant du patrimoine, et les raisons d'ordre personnel relatives à l'administrateur, pour n'en faire qu'une seule notion : celle de l'administration du patrimoine. C'est le même concept qui imprègne la situation du mari comme celle de la femme : *pouvoir d'administrer* de l'un, *capacité d'administrer* de l'autre relèvent du même problème, seule, leur étendue varie dans les deux cas. Les solutions jurisprudentielles restent dominées par une *notion unique* de l'administration dont la structure permet cependant une *compréhension variable* et plus étendue en faveur de l'épouse. Tels sont les termes qui nous permettent de résumer ces développements.

Pour éclairer ces explications, nous allons comparer quelques solutions d'espèce rendues à propos d'actes les plus courants, en ce qui concerne l'un ou l'autre époux. Nous verrons combien les magistrats se préoccupent peu de la distinction des questions de capacité et de pouvoirs qu'ils englobent dans le même concept d'administration ; la seule conséquence qu'ils en déduisent, réside dans une différence de sévérité très compréhensible, comme nous l'avons dit, entre la femme incapable de droit, mais en fait, pleinement habile à diriger sa fortune, et le mari, dont il y a lieu de craindre les fraudes.

I. — Examinons par exemple l'acte juridique d'aliénation ⁽⁶⁾, malgré sa gravité qui lui donne très souvent un

(6) Nous ne voulons pas grouper sous cette dénomination tous les actes qui en ont plus ou moins l'essence, car bien peu, sauf peut-être la donation sans charges, y échapperaient. Toutes les opérations juridiques : baux, transactions, ... contiennent en effet une part d'aliénation ; on aliène quelque chose, pour recevoir autre chose. Dans la donation sans charges, même, on n'est pas certain que le donataire reçoive une pure

caractère de disposition, nous avons vu que la jurisprudence donnait, fréquemment à l'époux, le droit d'aliéner à titre d'administrateur, mais soit qu'elle le lui accorde, soit qu'elle le lui refuse, elle ne se prévaut jamais de la capacité ou du pouvoir personnel de l'individu, elle se borne à dire, par exemple, que la femme qui renonce, sans raison valable au bénéfice d'un jugement la déclarant créancière (Nancy, 24 juin 1854 : S. 54, 2, 550) ou le mari qui vend un bon-dépôt de titres appartenant à son épouse (Tribunal civil de Lyon, 18 avril 1894 : Gaz. Trib., 6 juin 1894), excède son administration.

Les considérations personnelles dont nous parlons, ne semblent pas pour cela constituer des simples questions adjacentes à la notion d'administration, elles en font plutôt partie intégrante, et sont pour le juge d'une utilité appréciable pour le dosage différent des pouvoirs de chaque époux. C'est ainsi que l'aliénation ne sera permise au mari qu'avec une grande réserve (Req. 31 juill. 1929 ; Gaz. Pal. 1929, 2, 514), parce qu'en pratique, les circonstances démontrent qu'elle présente rarement pour lui le caractère d'un acte sage ; la femme séparée de biens pourra, au contraire, aliéner très souvent, pour les besoins de son administration, ainsi que l'admet la jurisprudence, par son interprétation restrictive de l'article 1449 du Code civil. — Cette question de dosage variable selon l'époux qui administre, tout à l'avantage de la femme, apparaît dans une espèce jugée par la Cour de Paris, qui a annulé certaines donations faites sur le capital par une femme séparée de biens, tandis que les donations portant sur les revenus furent maintenues. (Paris, 28 juin 1851 : S. 51, 2, 337) Comme il s'agissait dans les deux cas de pures libéralités,

libéralité et peut être, le donateur y trouve-t-il un avantage moral considérable. — C'est pourquoi, nous ne parlerons ici que des aliénations les plus directes : cessions, donations, renonciations à des droits, etc...

il est certain que le mari n'aurait pu faire, ni les unes, ni les autres.

Cependant bien que cela ne touche en rien l'exactitude de nos explications nous ne pouvons ignorer que le régime dotal a renversé les situations. La jurisprudence est unanime aujourd'hui à accorder au mari dotal un pouvoir d'aliénation très étendu sur la dot mobilière, tandis qu'après une séparation de biens, la femme, quoiqu'ayant recouvré l'administration de ses meubles dotaux, ne peut plus les aliéner.

Cette bizarrerie apparente n'est pas imputable à la jurisprudence, mais à la rigidité traditionnelle du système dotal. Si l'on reconnaît au mari de si grands pouvoirs, c'est bien parce que la dot mobilière, composée aujourd'hui pour la plus grande part, de titres de rente ou valeurs diverses, ne peut rester dans une inertie qui lui serait préjudiciable. Devant une baisse caractérisée par exemple, il faut pouvoir céder ou échanger cet élément mobile par excellence, de la fortune de la femme. C'est donc par une véritable *nécessité d'administration* (7) que l'on enfreint la règle de l'inaliénabilité, à l'égard du mari. Mais il faut remarquer que la femme reste, du moins théoriquement, garantie par son hypothèque légale. Après une séparation de biens, au contraire, elle perd tout recours contre son mari ; c'est alors que pour assurer la protection dotale, on fait revivre l'inaliénabilité en sacrifiant les besoins de l'administration et qu'on lui interdit toute aliénation. Certaines, d'une importance négligeable, lui seront bien per-

(7) Voir Civ. 6 déc. 1859 ; S. 60, 1, 644. Il faut reconnaître cependant que la Jurisprudence accorde au mari le droit d'aliéner les meubles corporels, en dehors de toute nécessité de ce genre ; cela ne s'explique que par une survivance des anciens pouvoirs du mari romain. Cf : partie historique Supra, p. 12 et s

mises ⁽⁸⁾, mais cela nous autorise seulement à dire que son administration est réduite à une dose minime, tandis que le mari possède de très grands pouvoirs. C'est en somme parce que les époux ont choisi un régime de protection à outrance, que la femme se voit enlever une capacité qui lui appartient normalement. Les adversaires de la jurisprudence paraissent trop souvent l'oublier. Les tribunaux ont, en somme, voulu faire jouer au mari le rôle de *caution de la dot mobilière* ; n'est-ce pas là, la meilleure solution interprétative de la volonté des époux ayant adopté ce régime.

Ce renversement de position n'en reste pas moins exceptionnel et en dehors du régime dotal, la femme conserve l'administration la plus large. Nous allons, du reste, le constater en examinant le droit qui lui est reconnu de transiger sur ses propres biens.

II. Cependant, la transaction est un acte grave, plus grave même que l'aliénation, car l'administrateur inexpérimenté court le risque d'aliéner un élément du patrimoine sans contre-partie. Néanmoins, la jurisprudence a permis au mari la résiliation d'un bail de quinze ans, tandis que le locataire, renonçait à une action en justice (Paris, 26 avril 1850; S.51, 2, 796). Elle lui a permis également de renoncer à des bénéfices possibles sur des actions de sa femme, moyennant quoi toutes précautions étaient prises pour éviter une perte de capitaux immédiate. (Civ. 21 juin 1870 ; S. 71, 1, 49). Ces transactions furent déclarées valables, disent les arrêts, parce qu'il ressortait des circonstances que l'abandon d'un élément du patrimoine « était dicté par des motifs de sage administration ».

(8) Paris, 7 nov. 1897 : D. P. 98, 2, 464. Voir aussi : note sous Req. 3 fév. 1879 : S. 79, 1, 353.

Mais le mari a nécessairement moins de pouvoirs que l'épouse, car dans l'appréciation de ces circonstances, c'est-à-dire de la gravité des chances de perte ou de gain, on tiendra obligatoirement compte de l'aptitude de l'administrateur, et surtout des raisons de craindre sa fraude ou son incompétence. Nous citons en exemple une décision du tribunal de la Seine, où il s'agit d'une action en indemnité pour blessures occasionnées à la femme par un tiers. Malgré son caractère personnel, le mari a pu intenter l'action. Pourquoi ? Parce que les juges ont estimé que cet acte rentrait dans la mesure de son administration, mais on ne lui a pas permis de transiger en cours d'instance, tandis que la femme seule pouvait le faire (Trib. civ. Seine, 20 juillet 1929 : G. P., 1929, 2, 634). La femme a pu encore transiger en justice parce qu'il s'agissait d'éteindre un procès qui menaçait de compromettre sa dot (Grenoble, 20 juillet 1865 : S. 65, 2, 240). Exemple particulièrement probant, si l'on se souvient avec quelle rigueur la femme dotale se voit interdire même l'aliénation, pour les raisons que nous avons indiquées.

III. Un dernier exemple tiré du droit de surenchérir dans l'adjudication d'un immeuble garantissant une créance propre de la femme, nous éclairera définitivement sur ce point. La jurisprudence, après une hésitation, semble interdire la surenchère au mari, parce qu'elle est un acte grave pouvant entraîner des obligations hors de proportion avec la mission dont il est investi ⁽⁹⁾. Il faut se ranger à cette opinion de la Chambre des Requêtes, car le risque

(9) Req. 16 Décembre 1840 : S. 41, 1, 11 : Cependant une décision contraire rendue antérieurement dans une espèce, absolument identique marquait la difficulté dans cette question délicate (Caen, 20 juin 1827 : S. 1828, 2, 183). La Jurisprudence suit aujourd'hui la première opinion en matière de mandat, de société, etc... Trib. Civil du Havre, 1er Mai 1903 ; G. Trib. 1903, 2, 115. Paris, 25 Avril 1928 ; S. 1928, 2, 130 et Civ., 23 Avril 1925 ; S. 1925, 1, 131.

qu'il y a ici d'acquérir l'immeuble à un prix dépassant souvent sa valeur réelle, rend l'opération très dangereuse en pratique.

En ce qui concerne la femme séparée de biens, les tribunaux, au contraire, n'ont jamais hésité à lui reconnaître le droit de porter surenchère, pourvu qu'elle soit commandée « par la nécessité de poursuivre la restitution de sa dot » et d'assurer sa conservation. (Civ., 29 mars 1853 ; D. P., 1853, 1, 103 ; Req., 15 avril 1891 ; D. P. 1892, 1, 238). Sous cette condition et entre les mains de la femme, la surenchère prend la physionomie d'un acte nécessaire de sauvegarde, c'est-à-dire d'un acte d'administration.

Ici encore, comme pour la transaction, et comme pour toute opération, car l'espace seul nous manque pour multiplier les exemples, *la sphère d'action de la femme administratrice est plus grande que celle du mari*, mais c'est toujours en vertu d'une même idée de bonne, de sage administration, que le droit d'agir leur est reconnu. Nous y voyons aussi la preuve que *la jurisprudence fait rentrer dans sa conception, les considérations personnelles de pouvoirs et de capacités, au même titre que les raisons objectives et purement matérielles.*

SECTION II

Raisons particulières mises en relief par la jurisprudence

Si l'on cherche à pénétrer dans le détail, les motifs qui inspirent les décisions de justice, si, en d'autres termes, on découvre l'armature de cette notion juridique, on s'aperçoit qu'elle n'est pas une conception nébuleuse et

vide de sens, mais au contraire, formée de matériaux nombreux, complexes et variés, ce qui explique dans une grande mesure son imprécision. Nous dégageons seulement quelques éléments des plus saillants et qui se retrouvent très souvent dans les espèces, mais il ne faudrait pas en conclure que ce sont là des règles à caractère rigide, des critères particuliers permettant de résoudre les conflits à venir. Ce serait, il nous semble, une méprise. La jurisprudence, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, n'a pas de principes en matière d'acte d'administration, les motifs que nous dégageons sont de simples raisons justificatives ou tout au plus des directives larges pour des cas particuliers. En réalité, elle donne plutôt de simples éléments de détermination sans même indiquer entre eux un ordre de préférence quelconque, mais dont la fréquence leur vaut le mérite de n'être point négligés.

I. — Parmi les circonstances dans lesquelles les tribunaux puisent leurs éléments d'appréciation, la plus importante est assurément l'idée de *protection pour le patrimoine*. Nous avons déjà vu, exprimée par la Doctrine, cette notion de danger ou de risque pour le bien administré. Ici encore, elle occupe la même place prépondérante ; la plupart des décisions s'en inspirent, nous ne nous y arrêterons pas. Mais précisément, il convient de remarquer que dans certains cas, cette préoccupation capitale perd de sa gravité, en raison d'une autre considération qui réduit l'effet de la première, et peut même l'annihiler ; c'est l'idée de *mesure*, de *gradation* dans le danger. Bien que réellement existant, le risque d'altération du patrimoine, perd son influence déterminante sur le jugement lorsqu'il devient minime. Depuis déjà longtemps, la Cour de Montpellier avait invoqué cet argument en décidant que par « sa modicité », l'emprunt de sommes d'argent pouvait revêtir le caractère d'un acte de simple administration

(Cour de Montpellier, toutes Chambres réunies, 10 juin 1830 ; S. 31, 2, 104). La Cour de Paris fait la même observation lorsqu'il s'agit d'une vente de meubles de peu de valeur (C. Paris, 9 nov. 1897 ; D. P., 98, 2, 464). Dans une autre espèce, cette Cour pousse même la discrimination jusqu'à réduire la validité des achats à crédit d'objets et de toilettes de luxe, dans une certaine mesure, qu'elle estime être la mesure de l'administration reconnue à la femme séparée. Au lieu d'annuler ces achats en bloc comme constituant un engagement excessif, elle les a validés jusqu'à une certaine somme et seuls les achats faits au-dessus de cette limite furent annulés (Cour de Paris, 14 nov. 1887 ; D. P. 88-2-226).

II. — La jurisprudence fonde aussi très souvent ses décisions en s'appuyant sur les *mobiles* qui ont inspiré l'époux et le but qu'il a poursuivi. Nous indiquerons dans notre troisième chapitre, la place que doit occuper cet élément intentionnel, même dans la notion théorique de l'acte que nous étudions, bornons-nous pour l'instant à constater qu'un grand nombre d'arrêts ou jugements le prennent en considération et que certains y font même entièrement reposer leur décision. C'est ainsi qu'une obligation a été annulée parce qu'elle était contractée « par pure complaisance ». (C. Poitiers, 3 février 1858 ; S. 58-2, 620). La Cour de Cassation a de même déclaré nulle la caution donnée par une femme séparée, sous prétexte que le créancier n'avait ni expliqué ni tenté d'expliquer les raisons qui avaient pu la déterminer. (Req., 24 octobre 1906 ; S. 1910, 1, 482).

Nous avons vu aussi que le mari avait pu opérer une transaction délicate dans laquelle il faisait abandon des bénéfices de sa femme (Civ. 21 juin 1870 : S. 71, 1, 49) ; la Chambre civile a ici estimé qu'il ne dépassait pas son

pouvoir d'administration, car « cet abandon était dicté par des motifs de sage prévoyance ».

Les exemples abondent. Nous avons vu que la surenchère avait été permise si elle avait pour but la restitution de la dot. L'aliénation avec constitution de rente viagère a aussi été permise à la femme qui, voyant s'approcher la vieillesse, agissait ainsi dans un esprit de sage administration (Trib. Seine, 3 février 1869 : D. P. 1871, 3, 109, et Paris, 8 mars 1893 ; D. P. 1893, 2, 256).

III. — On trouve quelquefois exprimée, une raison qui, bien que spéciale au patrimoine de la femme, et n'affectant pas le problème général de l'administration, n'en est pas moins de toute première importance : c'est la protection de *l'intérêt familial* par la conservation des biens de l'épouse. Cette considération n'est que le développement de l'idée de risque ou de danger, doublée d'une préoccupation supérieure d'ordre social. Si l'on prend soin de protéger la fortune du ménage, d'interdire des actes trop imprudents, c'est pour assurer l'avenir de la famille et des enfants. La plupart des arrêts s'inspirent plus ou moins de ce motif dominant, mais certains d'entre eux y insistent particulièrement et notamment une décision de la Cour de Paris où il est dit que même la femme séparée de biens ne pouvait pas aliéner ses meubles de façon à « consommer sa ruine et celle de sa famille » (10).

Tous les arguments que la jurisprudence met ainsi en relief sont, comme nous l'avons dit, de simples éléments de détermination dont il ne faut induire aucune règle générale. Leur importance même varie avec les espèces et nous ne pouvons guère les considérer que comme des directives d'une valeur tout à fait relative.

(10) C. Paris, 12 Mai 1859 ; S. 59, 2, 562.

Civil, 13 Décembre 1865 ; S. 66, 1, 119.

Cassation, 1er Août 1866 ; D. P. 66, 1, 446.

Civil, 6 Décembre 1859 ; S. 60, 1, 644.

SECTION III

Dérogation en faveur des tiers de bonne foi

Dès le début de cette étude, nous avons pris soin d'indiquer que la théorie moderne de l'administration ne comprenait que le côté externe de l'ensemble de la situation créée autour du patrimoine administré, c'est-à-dire qu'elle mettait uniquement en question la validité des actes faits par l'administrateur envers les tiers. Cette précision est d'ailleurs à la base de notre étude, et nous l'avons admise comme point de départ. La jurisprudence l'admet aussi et prononce régulièrement la validité ou la nullité des opérations selon qu'elles revêtent le caractère d'administration ou de disposition.

Mais il peut se produire quelquefois que les tiers ignorent de bonne foi quelque circonstance qui donne à l'acte considéré, la nature d'une véritable disposition, et contractent ainsi en toute confiance. Doit-on alors prononcer la nullité et sacrifier ces tiers ? La jurisprudence a reculé avec raison devant cet excès de logique, et reconnaît alors la validité d'un acte de disposition dont l'annulation serait préjudiciable au contractant de bonne foi. C'est ainsi que dans une espèce jugée par la Cour de Toulouse, une femme séparée de biens, possédant des maisons de commerce, en apparence florissantes, avait passé des ordres de bourse à une maison de crédit qui ne pouvait pas connaître la mauvaise situation pécuniaire de sa cliente. En raison de cette situation obérée, ses opérations même passées au comptant, se révélaient au plus haut point comme des actes de jeu, très dangereux qui auraient dû être interdits à la femme. Malgré cela, les ordres furent validés parce que l'établissement de crédit était de bonne foi. On

ne peut obliger le tiers à s'enquérir d'une façon complète et approfondie, de l'intention de la femme ; il suffit que l'acte « n'exécute pas d'une manière *ostensible*, les bornes de son pouvoir d'administrer » (Toulouse, 6 juin 1883 ; D. P. 1885, 2,75).

La Cour de Montpellier a aussi jugé tout récemment, en matière de mandat, il est vrai, que les actes rentrant apparemment dans les pouvoirs du mandataire devaient être maintenus et obligeaient le mandant (Montpellier, 2^e Chambre, 24 juin 1930 ; D. H., 1931, Somm. p. 25). Cela confirme entièrement nos explications ⁽¹¹⁾.

Il ne faudrait pas croire, comme on pourrait l'objecter, que dans tous ces cas, la jurisprudence, en déclarant l'acte valable, le considère comme un acte d'administration. Rien n'est plus faux. On ne dit pas qu'il change de nature ; il reste ce qu'il est dans la réalité des choses : une véritable disposition. En voici d'ailleurs la preuve : si une même opération est conclue avec plusieurs tierces personnes, dont l'une de bonne foi, ignore les circonstances qui lui donnent le caractère grave d'une disposition, alors que les autres les connaissent, l'acte sera maintenu vis-à-vis du tiers de bonne foi et annulé en ce qui concerne les autres (C. Paris, 30 nov. 1860, sous Cass. 30 déc. 1862 ; S. 63, 1, 257).

C'est ainsi, comme on le voit, que sans modifier sa conception, la jurisprudence concilie heureusement la protection du patrimoine de la femme, avec l'intérêt des tiers.

(11) La Jurisprudence adopte la même solution lorsqu'il s'agit d'obligations contractées par la femme envers des tiers en vertu du mandat domestique : C. Lyon, 23 mai 1930 ; D. H. 1931, Somm. p. 45. - C. Colmar, 20 Avril 1934 ; D. H. 1934, p. 372.

Appréciation

L'examen rétrospectif de cette étude ne nous permet pas de dégager un principe susceptible d'éclairer le praticien dans les tractations de la vie journalière. Pas plus que les rédacteurs du Code, les juges ne nous donnent une définition de l'acte d'administration ; ce n'est d'ailleurs pas leur but. Plus près des réalités que les théoriciens du droit, ils tendent à satisfaire les intérêts particuliers dans la mesure où ils s'accordent avec les besoins sociaux et leur critérium consiste à rechercher d'après les circonstances, la *mesure d'une sage administration*, semblable en cela, à la mesure des obligations ordinaires de voisinage, dont ils s'inspirent dans les difficultés que soulèvent les rapports entre propriétaires voisins ⁽¹²⁾. Telle est la notion avant tout pratique, intuitive et de bon sens, que la jurisprudence applique à toutes les administrations de patrimoine et dont elle fait varier la *juste mesure* selon les espèces ou les catégories de personnes.

Du seul point de vue scientifique auquel nous avons voulu nous placer, il importe cependant de savoir si l'on peut dégager une notion théorique du problème et si, des nombreuses considérations d'espèce, il n'est pas possible d'extraire quelques règles tendant à préciser le concept de l'acte d'administration sur les biens de la femme mariée. Telle est la question que nous devons enfin examiner.

(12) Comparez : A. PRAX : *Propriété et Jurisprudence*, thèse p. 87.

CHAPITRE III

Etude Synthétique de l'acte d'administration sur les biens de la femme

SECTION I

Avantages et Inconvénients des solutions proposées

Avec l'aide des observations tirées de la jurisprudence, nous pouvons maintenant essayer d'expliquer les solutions doctrinales, afin d'envisager dans son ensemble le problème de l'administration des biens de l'épouse. Nous avons pu relever, dans l'étude des opinions de la Doctrine, deux courants nettement opposés : les théories rigides et les conceptions souples. Les premières tendent à affirmer que la nature de l'acte d'administration est déterminée une fois pour toutes d'après un critérium précis, et ne change jamais quelles que soient les circonstances de personnes ou d'objet. Ainsi, si l'emprunt est catalogué d'après le principe, parmi les actes de disposition, il le restera dans tous les cas ; c'est pourquoi M.

MINARD reproche à la Cour de Cassation d'avoir confirmé la validité d'une transaction passée sur les biens de la femme sous le prétexte qu'il s'agissait d'administrer sagement (1). Plus simplement, cela revient à dire qu'une opération sera autorisée ou interdite selon sa dénomination juridique ; c'est lier le sort de l'acte à son appellation.

Cependant ces dernières années une opinion plus heureuse s'est fait jour chez les partisans de ce système à la suite de l'étude de M. TRASBOT. L'acte juridique serait alors susceptible de changer de nature selon le cas, mais ce ne serait que d'après un principe intangible qui déterminerait toujours infailliblement le caractère d'administration. La théorie serait ainsi modernisée sans rien perdre de sa rigidité.

La jurisprudence et la majorité des opinions exprimées dans les ouvrages généraux de droit penchent, comme nous l'avons dit, vers une conception souple qui tend aussi à considérer tout acte comme susceptible de prendre soit le caractère d'administration, soit celui de disposition, mais ce serait alors selon les circonstances et non plus d'après une règle stricte.

Avantages et inconvénients respectifs de ces théories. — Après un bref rappel de ces deux tendances opposées, voyons quels en sont les mérites et les défauts respectifs :

a) Au point de vue *théorique* tout d'abord, les conceptions absolues ont l'avantage de la sécurité dans les transactions quotidiennes puisque chaque contractant connaîtra avec certitude, si l'acte qu'il se propose d'accomplir, est valable ou ne l'est pas. D'autre part, elle présente

(1) R. MINARD : *op cit.*, p. 90.

le grave danger d'entraver considérablement la bonne administration. La plupart des actes, en effet, même parmi les plus dangereux, peuvent avec les circonstances, réunir les conditions d'une bonne administration, et leur détermination absolue et par avance conduirait souvent à interdire à l'administrateur les opérations les plus compatibles avec sa fonction et à lui permettre les plus contraires à sa mission.

Pour obtenir une bonne exploitation du patrimoine, il faut donc adopter une notion souple, dont le principal avantage est de s'adapter aux nécessités pratiques. Avec cette conception, tout acte qui se présente entouré de ses nombreuses caractéristiques de fait, comme conforme à la notion communément admise de l'administration, sera permis à l'administrateur, pour le plus grand bien du patrimoine. Mais il y a d'autre part un inconvénient que n'ont pas manqué de signaler les adversaires du système souple : cette appréciation étant une pure question de fait, les intéressés ne pourront pas savoir à l'avance si l'acte à accomplir sera déclaré valable par les tribunaux auxquels appartient en définitive la solution de toutes les difficultés. Il en résultera une gêne considérable dans les opérations journalières.

b) Tels sont les mérites et les défauts qui découlent logiquement de chacune de ces deux théories opposées, mais en *pratique*, il faut voir les choses sous un autre jour. Ce danger d'arbitraire du juge qui découle de la notion souple ⁽²⁾ est très réduit par le fait que la jurisprudence s'inspire d'une conception courante de l'administration, qui peut être sentie de tous et par conséquent suffisamment prévisible pour satisfaire aux exigences de la vie juridique. L'inconvénient est donc moins grave qu'on

(2) BAUDRY-LACANTINERIE : op. cit., Tome 23, n. 305.

a voulu le dire et la pratique qui s'en accomode fort bien(ne songe point à réclamer de nouvelles réglementations légales qui, sauf sur quelques points de détail, n'apporteraient que le trouble en la matière. La vieille formule : « Dieu nous garde de l'équité des Parlements », qui trouvait sa justification dans une société plus rudimentaire que la nôtre, n'aurait plus sa raison d'être aujourd'hui.

Mais au contraire, le défaut des théories rigides n'est pas atténué dans la réalité des choses car, en effet, l'entrave apportée à l'activité de l'administrateur par une conception rigoureuse entraîne toujours en fait des conséquences désastreuses pour le patrimoine. Ce danger est réel, nous n'y insisterons pas, et pour y remédier, les partisans de ces systèmes n'ont pu mieux faire que d'y apporter des correctifs consistant tout simplement à rejeter la difficulté, soit sur le problème des pouvoirs et des capacités, soit sur celui de la gestion d'affaires, soit encore dans le domaine de l'application pratique, comme MM. TRASBOT et BONNECASE, de façon à sauver l'honneur d'un principe qui devient par cela même, à peu près inutile. Nous allons bientôt voir d'ailleurs, les réserves qu'il convient de faire à ces procédés.

SECTION II

Caractères de la notion d'acte d'administration

En examinant les diverses théories à la lueur des enseignements pratiques et des décisions de jurisprudence, nous pouvons dégager les divers caractères que présente l'acte d'administration sur les biens de l'épouse comme sur un patrimoine en général, mais avant de les énumérer, il est

nécessaire de montrer la fonction de l'acte relativement au but que comporte toute situation concernant le patrimoine.

I. — LE BUT ET LES MOYENS DE L'ADMINISTRATION
(FONCTION DE L'ACTE)

De nombreuses observations étayées sur la réalité des choses, nous ont conduit à penser qu'administrer un patrimoine, c'est d'abord l'exploiter, non pas librement, ce qui conduirait à la maîtrise complète, mais l'exploiter selon sa destination naturelle, c'est-à-dire faire jouer à chacun des éléments qui le composent, un rôle déterminé par leur nature propre. Ainsi, un immeuble bâti doit être entretenu, donné à bail et les loyers doivent être placés ou employés selon le cas. Une pièce de terre doit être cultivée et produire des récoltes qui doivent être vendues. Mais cette affectation naturelle peut quelquefois être modifiée par la volonté de « l'administré ». ⁽³⁾. C'est ainsi qu'il peut vouloir conserver des terrains en friche pour les consacrer soit à la chasse, soit à l'agrément, soit même à des opérations spéculatives à longue échéance ; dans toutes ces hypothèses, l'administrateur quel qu'il soit, est tenu de respecter cet état de choses. Cependant nous devons savoir que ce changement d'affectation par la femme propriétaire, en ce qui nous concerne, ne peut plus être opéré après la célébration du mariage et pendant toute sa durée car les biens se trouvent, dès ce moment, en état d'administration et une telle modification consti-

(3) Nous disons l'administré et non le propriétaire, pour désigner la personne pour le compte de laquelle on administre, car s'il est vrai que cette personne soit le plus souvent propriétaire, elle ne pourrait être aussi qu'un simple possesseur ou occupant, ou même quelquefois une entité tenant lieu de propriétaire : conseil de famille, union conjugale...

tuerait alors une véritable disposition qui doit être désormais autorisée par l'union conjugale (4). En résumé, l'époux administrateur doit se conformer à l'orientation propre du bien, telle qu'il la trouve le jour de son entrée en fonctions et l'on peut dire que d'une façon générale, *administrer, c'est avant tout assurer la vie ordinaire du patrimoine.*

On voit aussi par là, que d'un point de vue purement objectif, l'administration implique avant tout une idée de *conservation*, une *fructification* s'il est possible, mais quelquefois même une *diminution* lorsqu'elle rentre par exemple, dans la destination propre du bien, comme ce serait le cas pour une fondation charitable faisant partie d'une succession recueillie par la femme. Le dernier terme de cette affirmation demande quelques éclaircissements. Si nous considérons le patrimoine, non plus concrètement, mais dans l'ensemble de ses éléments, matériels et immatériels, aucune diminution n'est plus alors possible. Dans le cas de la fondation citée ci-dessus, l'administrateur fait sortir du patrimoine des parts concrètes mais ne touche pas aux valeurs abstraites car il y fait entrer un droit moral appartenant au fondateur. En tout cas, cet échange de valeurs était prévu dans la composition abstraite du patrimoine.

Toutes ces observations ne servent qu'à exprimer le *but* de l'administration, élément primordial sans doute, mais

(4) L'union conjugale représente réellement l'administré puisque c'est toujours elle qui autorise l'accomplissement des actes excédant la limite de l'administration, c'est-à-dire des actes de disposition. La femme il est vrai, a bien un droit de contrôle sur l'administration de son mari qui lui permet de demander la séparation de biens, mais ce n'est pas dans son intérêt exclusif ; c'est surtout dans l'intérêt du foyer familial qu'elle peut ainsi demander des comptes, à charge encore, de reprendre immédiatement la direction de ses biens sous sa propre responsabilité. Pendant la durée du mariage, l'union conjugale reste bien l'organe supérieur de l'administration.

insuffisant puisque comme nous allons le voir, ce sont surtout les *moyens* à employer pour l'atteindre qui soulèvent des difficultés. C'est en effet, dans la mise en œuvre de ces moyens, c'est-à-dire dans le *choix des actes* à accomplir, qu'il faudra se prononcer définitivement et décider si tel acte doit être autorisé ou interdit selon qu'il est conforme ou contraire au but de l'administration des biens dans le mariage. L'acte que nous étudions n'est qu'un moyen d'arriver à une fin supérieure, c'est ce qu'il importait de définir avant d'en déterminer les caractères.

II. — CARACTÈRES DE L'ACTE D'ADMINISTRATION

A) *Il est une catégorie économique.* — Les partisans des théories rigides, à l'exception de MM. TRASBOT et BONNECASE, avait eu le tort d'identifier la nature de l'acte avec l'acte concret lui-même. Ils avaient remarqué que certaines opérations, par exemple l'emprunt hypothécaire, les spéculations en bourse, devaient toujours être interdites tandis que d'autres : interruption de prescription, action mobilières, étaient toujours autorisées. Ils avaient ainsi acquis une forte tendance à établir une règle pour chaque acte et ne se sont pas aperçus qu'un grand nombre d'entre eux : vente, transaction, constitution de rente etc... pouvaient, en raison des circonstances économiques dans lesquelles ils s'étaient produits, rentrer dans le but d'administration aussi souvent qu'ils s'en trouvaient exclus. Toute opération peut prendre selon le cas, la physionomie d'un acte normal et sage. Ce n'est pas le nom juridique de l'acte qu'il faut prendre en considération mais la fonction qu'il joue vis-à-vis du patrimoine. L'acte d'administration est le *type d'une espèce économique*, il est un « caractère » capable d'imprégner une opération quelconque, plutôt qu'un acte particulier et concret. Il nous paraît impossible

que l'on puisse aujourd'hui contredire cette vérité ; nous n'y insistons pas.

B) *L'acte d'administration répond à une notion générale, à la fois objective et subjective, s'appliquant aussi bien à la femme qu'au mari.* — Certains auteurs ont cependant soutenu le contraire. Obligés de reconnaître que, dans l'intérêt du bien administré, il était nécessaire d'accorder aux divers administrateurs, un champ d'action plus ou moins étendu, ils ont prétendu, pour conserver à leur conception un caractère rigide, que les pouvoirs du mari, de la femme ou d'un administrateur quelconque, n'étaient pas déterminés par la théorie de l'administration mais par celle des pouvoirs et des capacités. Ainsi, la femme mariée, le mineur émancipé, ne font pas seulement des actes d'administration scientifiquement déterminés par la théorie, ils ont le droit d'en accomplir davantage ou moins, selon leur capacité personnelle. La véritable difficulté serait ainsi rejetée sur le problème des pouvoirs et capacités. Le concept resterait alors pur, objectif, mais ne servirait qu'à caractériser l'*acte en soi*, dans son acception philosophique la plus absolue, et serait insuffisant pour régler la sphère d'activité de l'administrateur. C'est ce que nous ne pouvons admettre.

L'administrateur ne fait, en règle générale, que des actes d'administration et s'il pose quelquefois des actes de disposition, c'est exceptionnellement, en vertu de la loi ou des principes généraux du droit. Ainsi le mari, administrateur des biens de sa femme, perçoit les revenus de celle-ci ; il fait un acte d'administration. Il peut aussi sous le régime de la communauté, par exemple, employer ces revenus sans contrôle ; il fait alors une disposition, mais il tire ce droit de sa qualité de chef de la communauté usufruitière. De même le mari peut aliéner les biens communs à titre onéreux sans restriction, c'est, sans conteste

une véritable disposition, mais il est co-propriétaire et, d'ailleurs, l'art. 1421 lui reconnaît ce droit. En dehors de ces exceptions prévues, l'administrateur ne fait que des actes d'administration. Selon l'opinion que nous critiquons, les pouvoirs du mari seraient déterminés non par une seule théorie, mais par deux notions distinctes : celle de l'acte d'administration et celle de son pouvoir personnel ; le champ d'action de la femme sera de même déterminé par la théorie de l'acte d'administration et par celle de sa capacité. Voilà qui est bien touffu et compliqué, pour le seul avantage scolastique d'énoncer un principe absolu. Cela est tout à fait illogique, la théorie que nous étudions doit régler les actes permis à l'époux administrateur, sinon elle devient parfaitement inutile et il vaut mieux l'enfermer aux archives ⁽⁵⁾.

On conçoit très bien que les théoriciens aient été séduits par l'étude scientifique de l'acte en soi et dans sa fonction au regard du patrimoine, mais si on veut l'entendre dans ce sens restreint, la théorie de l'acte d'administration ne mérite plus son nom, elle n'en est plus qu'un des éléments ; ce serait alors la *théorie de l'acte d'exploitation matérielle*. Nous sommes ainsi en droit d'affirmer avec une conviction profonde et l'adhésion implicite du praticien, que notre problème est formé de deux notions distinctes : *celle de l'acte d'exploitation, relative au patrimoine, et celle des pouvoirs et capacités, qui implique toutes les considérations de personnes*. S'il en était autrement, si l'élément subjectif était distinct du problème qui nous occupe, comment concevrait-on que la femme mariée et le mineur émancipé aient une capacité d'administrer différente. Pourquoi la simple réception d'un capital est-elle

(5) Une autre critique des systèmes purement objectifs consisterait à dire que leur critérium ne pourrait s'appliquer qu'à une seule catégorie d'administrateurs correspondant à l'administrateur-type, pour les autres, l'incertitude resterait entière.

un acte de disposition pour celui-ci, tandis qu'elle est un acte d'administration pour celle-là ? Si l'on tenait seulement compte des considérations matérielles qui entourent l'acte, il est évident que sa nature devrait être la même dans les deux cas. On pourrait encore faire la même comparaison entre le tuteur, le mari, le gérant d'une société... qui ont tous un pouvoir d'administrer avec cependant, une marge d'activité bien différente. La jurisprudence se rallie d'ailleurs tacitement à notre thèse, puisqu'avant de porter son jugement, elle considère les relations personnelles et les relations patrimoniales avec autant d'insistance. Mieux que les plus subtiles dialectiques, les solutions de bon sens nous montrent qu'il y a vraiment une part objective et une part subjective dans la notion complète de l'acte envisagé. Pour avoir méconnu cette vérité, une partie de la Doctrine commet l'erreur capitale qui consiste à considérer différemment la situation du mari et celle de la femme. Nous avons suffisamment expliqué comment la pratique judiciaire s'inspirait du même concept dans les deux cas, et comment les questions de pouvoirs et de capacités se fondaient dans le problème unique de l'administration du patrimoine. La notion est une, générale, et s'applique à la femme comme au mari.

C. — *L'acte d'administration a une compréhension variable et dépendante des circonstances personnelles et matérielles.* — a) Si l'acte d'administration est un et général dans son application, comme nous venons de le dire, il n'a pas toujours cependant la même compréhension. L'apport subjectif a justement pour effet de faire varier son importance selon les personnes. C'est pourquoi les tribunaux permettent à la femme des opérations plus graves qu'au mari, toutes autres choses égales par ailleurs. C'est même à cause de cette variation nécessaire, que certains veulent exclure cet élément subjectif ; nous n'insisterons

pas sur ce point, il faut l'admettre extensible ou le rejeter.

b) Mais même en ne comprenant dans l'acte d'administration que les considérations matérielles, cet acte aurait-il pour cela plus de fixité ? En d'autres termes, la vente, la transaction, l'emprunt, seront-ils toujours des actes de disposition et, d'autre part, la réception d'un capital, l'exercice d'une action mobilière, seront-elles invariablement permises parce que le principe en aurait, une fois pour toutes, disposé ainsi ? Nous avons vu que la transaction, l'emprunt même, par sa modicité ou par les circonstances étaient quelquefois des actes de bonne administration dans l'intérêt même du patrimoine. L'acte d'administration est donc variable selon les circonstances, même purement concrètes.

On a bien voulu dire que dans ce cas, ces opérations devaient être autorisées, non comme acte d'administration, mais comme acte de *gestion d'affaires*. Nous repoussons cette explication apportée pour corriger la rigueur du principe, car la distinction en question n'a d'intérêt que pour déterminer les pouvoirs d'un véritable gérant d'affaires, c'est-à-dire d'un individu sans pouvoirs sur le patrimoine, mais lorsqu'il s'agit d'un administrateur qui, lui, est nanti de pouvoirs réguliers, les deux actes se confondent. Un examen attentif nous révèle, en effet, qu'ils sont tous deux appréciés au moyen des mêmes éléments, sauf à juger plus sévèrement le gérant d'affaires qui agit sans aucun mandat. Dans les deux cas, il s'agit de valider un acte « erga omnes » : pour cela, on s'inspire de son importance relative, des dangers qu'il peut présenter en raison de la personne qui l'exécute, des conséquences qui paraissent devoir en résulter plus ou moins directement, etc., le tout, apprécié au moment de la conclusion de l'acte. On

obtient ainsi, dans un cas, *la limite de l'acte d'administration*, dans l'autre, *la limite de l'acte utile*. Prenons un exemple : le mari vend des valeurs appartenant à sa femme absente alors qu'une baisse s'annonce avec certitude. Dans ces circonstances, l'opération est un acte de bonne administration. Si la même vente avait été faite par un individu sans pouvoir (parent ou tiers quelconque), elle serait validée comme un acte de gestion d'affaires ⁽⁶⁾. Ces deux caractères visent donc deux situations différentes et leur distinction est sans intérêt si l'on n'en considère qu'une isolément. On peut dire que *l'acte de gestion d'affaires est en quelque sorte, une variété d'acte d'administration : celle des administrateurs sans pouvoirs*.

Si certains actes importants, qui ailleurs se justifieraient par un caractère d'utilité, sont ainsi permis à l'époux qui administre, cela ne signifie pas qu'il puisse accomplir toutes les opérations à ce même titre. On en trouve, au contraire, d'exceptionnellement graves qui dépassent la limitation normale de ses pouvoirs comme par exemple le fait, par le mari, de dépenser pour ses besoins personnels, les revenus de sa femme commune en biens ; mais si on l'autorise à agir ainsi, c'est alors en sa qualité d'usufruitier des biens de la communauté et non en vertu du droit qu'il tient de l'art. 1428 du Code Civil. Non plus, il est vrai, en ce qui concerne les biens de la femme mais au sujet du patrimoine commun, l'art. 1421 ne dispose-t-il pas aussi que le mari peut vendre les biens qui le constituent, soit à titre onéreux, soit même à titre gratuit sous certaines conditions, ce qui évidemment excède la mesure de toute administration quelle qu'elle soit. Il faut savoir que le législateur a, ici, commis une erreur dans l'emploi des termes ; ce

(6) A cause de la sévérité plus grande avec laquelle on juge l'acte du gérant, il peut se produire souvent, que le même acte, dans les mêmes conditions, soit permis à l'administrateur et interdit au gérant.

n'est point comme administrateur mais bien à titre de copropriétaire et de chef de la communauté qu'il est conféré au mari des pouvoirs aussi exceptionnels (7).

En dehors de ces cas particuliers qui n'altèrent en rien la physionomie du problème, nous persistons à affirmer que les actes les plus graves peuvent rentrer dans les pouvoirs normaux des époux, sous l'empire des circonstances de fait et il nous reste à voir maintenant si, dans ces circonstances, il n'y a pas une certaine régularité qui nous permette de dégager les principaux éléments qui interviennent dans la détermination de l'acte en question, de façon à préciser dans la plus grande mesure possible, une notion aussi flottante que celle qui fait l'objet de nôtre étude.

SECTION III

Divers éléments d'appréciation

Il n'est pas inutile de rappeler que l'acte envisagé ici, doit être conforme au but de l'administration et que la principale difficulté de cette appréciation réside dans la variété et la complexité extrêmes des contingences sur lesquelles elle repose. Nous essayons ici de les grouper en divers éléments qui peuvent faciliter l'exercice du jugement.

a) L'une des considérations les plus importantes qui entrent en jeu dans la détermination de l'acte d'administra-

(7) On tend d'ailleurs aujourd'hui, à lui restreindre ces pouvoirs exorbitants dans l'intérêt de la femme, pendant la procédure du divorce. Un arrêt tout récent, vient de créer, pendant d'instance, une espèce d'*administration surveillée* sur les biens communs en nommant un « contrôleur » chargé d'assister le mari dans les aliénations trop graves: *Bull. des arrêts de Cassation en matière civile*, juin 1935, p. 184.

tion est à coup sûr, la pensée de sauvegarde pour le patrimoine, qui se traduit par une idée de *danger* ou de *risque* si l'on préfère. Cette préoccupation a été fondamentale depuis les législations anciennes, la plupart des opinions l'adoptent et il n'est pas enfin un seul arrêt de jurisprudence qui ne s'en inspire. Dans l'administration d'un bien quelconque il faut en effet supposer que le maître a donné à l'administrateur tout le pouvoir nécessaire pour obtenir le plein rendement du patrimoine, sans toutefois lui permettre de le détruire ni de courir des chances trop fortes de le diminuer. Cette pensée de protection prend ici une singulière acuité car il n'y a pas seulement en jeu l'intérêt de la femme mais aussi celui de la famille. L'acte accompli par l'époux ne devra donc pas altérer la substance du patrimoine. Il est nécessaire de préciser qu'il ne s'agit pas de la substance concrète, car toute modification ou aliénation serait de ce fait contraire à l'idée de sauvegarde ; il faut envisager le patrimoine abstrait dans son ensemble et dès lors cette idée de protection des biens de la femme pourra comporter des modifications et quelquefois même, des diminutions. Nous avons déjà fait observer que l'administration d'une fondation léguée à l'épouse impliquait l'obligation d'employer le capital selon le but de cette fondation. On ne peut pourtant pas dire que ces emplois de fonds soient un danger, le risque consisterait ici à consacrer les sommes à d'autres fins que celles désignées par le fondateur.

b) Mais même sous le bénéfice de cette explication, l'idée de danger, à elle seule, ne suffit pas à apprécier la nature d'un acte, aussi voit-on quelquefois, la femme séparée de biens s'obliger valablement pour des achats d'objets de luxe, sans aucun intérêt pour l'administration de ses biens ⁽⁸⁾. D'autres circonstances entrent donc en jeu dans

(8) Cour de Paris, 14 nov. 1887 ; D. P. 88-2-226.

cette détermination. Tous les actes contiennent d'ailleurs une part de danger si petite soit-elle et comme on ne peut les interdire tous, il faudra rechercher le degré de gravité qui restera compatible avec le but du patrimoine. Une cession de loyers non échus et même une donation à titre de cadeau faites par le mari, peuvent ainsi être de bonne administration si leur importance est réduite ; cela est d'ailleurs consacré par l'usage. Il y a donc une idée de *mesure* servant de limite au dessous de laquelle il n'y a pas d'intérêt à apprécier la perte réelle pour le patrimoine et qui laisse au contraire à l'époux administrateur, une marge d'initiative souvent très avantageuse.

L'idée n'est pas nouvelle comme le prouve une proposition contenue dans les travaux préparatoires du Code civil et qui n'est pas cependant parvenue à passer dans le texte. Elle indique que le tuteur ne peut plaider ni comme demandeur, ni comme défendeur lorsque l'objet de la demande dépasse le dixième de la valeur du patrimoine du mineur ⁽⁹⁾. La jurisprudence par ailleurs, utilise souvent cette notion de relativité. Nous avons cité spécialement le cas d'un emprunt permis à la femme séparée à cause de sa modicité et quelques autres exemples non moins significatifs ⁽¹⁰⁾.

c) Mais en dehors des caractéristiques propres, les conséquences indirectes d'un acte viennent aussi influencer sa nature. Il y a là une question d'*incidence* qui, si elle est secondaire, peut être quelquefois décisive. Le mari peut par exemple résilier un bail de plus de neuf ans au préjudice de la femme s'il obtient *indirectement* des avantages sérieux ⁽¹¹⁾. Nous pourrions aussi faire observer que

(9) Voir : P. A. FENET : *Recueil des travaux préparatoires du Code Civil*, 3^e projet Cambacérès, Tome I, p. 217.

(10) Voir *supra*, chap. II, p. 72.

(11) Cour de Paris, 26 avril 1850 S. 51, 2, 796.

la conversion au porteur des titres nominatifs n'étant de son essence qu'un simple changement de forme, peut cependant prendre la nature d'une disposition bien que le danger de dilapidation qui en découle ne soit pas concomitant à l'acte et qu'il pèse seulement sur l'avenir ⁽¹²⁾. Certains voudraient que ces considérations des conséquences possibles d'un acte restent étrangères à la notion théorique de l'administration ⁽¹³⁾. Nous avons suffisamment critiqué cette opinion et nous prétendons au contraire que la physiologie réelle d'une opération doit se déduire de toutes les circonstances qui l'entourent, soit directes soit indirectes et lointaines.

d) Il ne faut même pas se borner aux considérations matérielles car *l'élément personnel* a une influence au moins égale. Cela a été contesté sous le prétexte d'obtenir une conception purement objective de l'acte d'administration. Cependant il ne faut pas oublier que si cet acte implique des rapports réels entre éléments du patrimoine, il n'en contient pas moins des rapports de personne à patrimoine de la plus haute importance et l'on peut même dire que les premiers ne prennent un sens que relativement aux seconds. Pour apprécier la nature de l'acte il faut donc se tourner à la fois vers le patrimoine et vers l'administrateur, il serait difficile de ne pas l'admettre. La personnalité de l'individu sera donc très importante et l'on peut même distinguer dans cet élément subjectif de l'appréciation, d'une part, les *considérations personnelles proprement dites* parce qu'elles sont habituellement attachées à la per-

(12) Cela a été jugé surtout en matière d'usufruit: Trib. Seine, 19 janv. 1900 ; Rep. du Not. 1900, n° 11330.

(13) Voir : LE BARON cité supra p. 47, et note Lyon-Caen sous : Paris, 12 juill. 1869 ; S. 69, 2, 321.

sonne : milieu social ou aptitude de l'administrateur ⁽¹⁴⁾, ses relations... d'autre part, l'intention et les *motifs qui ont inspiré l'acte*.

Nous savons bien qu'on voudrait éluder ces préoccupations et que notamment il répugne théoriquement de dire que les mobiles influent quelquefois d'une façon déterminante, car les recherches d'intention sont toujours délicates et peu scientifiques. La raison n'est cependant pas suffisante car en premier lieu, les principes peuvent s'appliquer aux questions de personnes comme aux autres et de plus, il faut remarquer que les mobiles d'un acte sont un fait subjectif apportant la preuve des contingences concrètes. L'intention est souvent le *fait révélateur* de circonstances matérielles qui sans elle pouvaient rester ignorées. Ainsi dans l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 24 oct. 1906 (déjà cité, supra ch. II, p. 73), la preuve qu'on attendait, des mobiles ayant inspiré la femme, devait donner à certains faits de l'espèce, leur pleine signification. Cet apport subjectif n'est donc pas indifférent, même au point de vue scientifique.

Du même coup, intervient une notion de faute qui paraîtrait devoir rester étrangère puisque, comme nous l'avons dit, elle ne concerne que l'aspect interne de la situation, c'est-à-dire la question de responsabilité de l'administrateur. On ne peut nier cependant que l'une des principales préoccupations de la jurisprudence en cette matière, soit l'idée de *fraude de la part du mari* ; c'est même la seule raison pour laquelle elle restreint en général les pouvoirs de ce dernier, en égard à ceux de son épouse. Songerait-on à le lui reprocher ? Il est exact que la faute intervient ici mais elle n'est envisagée qu'en vue de la validité

(14) On pourrait citer comme exemple, le cas d'une artiste qui après un engagement important, vend ses titres pour acheter des bijoux. Cet achat est pour elle un acte sérieux tandis qu'il serait un acte de dilapidation pour une femme quelconque.

de l'acte et à titre complémentaire alors que dans la question de responsabilité, elle passe au premier plan. Nous prévoyons par conséquent l'objection qu'on pourrait nous faire en disant que l'idée de fraude ne modifie en rien la nature concrète de l'acte et qu'elle doit être exclue de la notion d'administration. Elle formerait une notion indépendante et son effet ne consisterait qu'à faire perdre au fraudeur, le bénéfice de l'opération. Nous répondrons à cela que si l'on peut aisément opérer cette discrimination théorique, il est très difficile sinon impossible, dans la réalité des choses, de supprimer l'influence de cet élément lorsque l'esprit de l'homme exerce son jugement. Cette discrimination entraînerait d'ailleurs des complications insurmontables et malgré tout on n'éviterait pas l'emprise des autres considérations personnelles : aptitude de l'époux, position sociale, etc... qui dans la pratique, sont intimement mêlées à l'élément matériel et que les plus subtils raisonnements n'arriveront pas toujours à séparer.

e) Toutes les considérations dont nous venons de parler s'appliquent d'une façon générale à notre problème mais du point de vue particulier du patrimoine de l'épouse, il nous faut indiquer une nouvelle raison : *l'intérêt familial*. Ce n'est peut-être là, il faut le reconnaître, qu'une forme développée de l'idée de danger pour le patrimoine, mais elle prend ici un relief saisissant qui justifie la place séparée que nous lui faisons.

Dans une communauté de vie aussi étroite que celle des époux, l'administration ne devait pas conserver la physiologie qu'elle présente habituellement. Lorsqu'il s'agit du mari, on est d'accord pour reconnaître l'existence d'un mandat proposé par la loi et librement accepté par les parties, dans le but d'assurer l'unité de direction ⁽¹⁵⁾ ; en ce

(15) Cf. SALEILLES : *De l'aliénation des valeurs mobilières par les administrateurs du patrimoine d'autrui*, n. 328. Mais il faut savoir qu'il s'agit là d'un mandat d'une espèce particulière dans lequel le mandant

qui concerne la femme, le fondement en est tout différent puisqu'il s'agit seulement d'une limitation de capacité, mais dans les deux cas, il y a avant tout une pensée dominante de sauvegarde, et contre les dissipations du mari, et contre les propres faiblesses de l'épouse, dans le but de transmettre aux enfants un patrimoine toujours accru, s'il est possible, de façon à *assurer l'avenir de la famille*, cellule vitale de la société. Il y a là un puissant facteur d'évolution sociale, une raison supérieure *d'ordre public dans le mariage* qui doit marquer de son empreinte, la nature des actes accomplis par l'époux administrateur.

Nous avons eu soin d'indiquer dans notre partie historique, l'importance qu'attachaient les jurisconsultes de Rome, à cette préoccupation ; la même pensée transparaît chez les auteurs modernes et nous avons vu, en étudiant la jurisprudence, comment certaines décisions la mettaient en lumière d'une façon non équivoque, en permettant quelquefois des actes d'apparence les plus égoïstes, parce qu'il s'agissait de l'intérêt de la famille ⁽¹⁶⁾.

SECTION IV

Y a-t-il un principe de l'acte d'administration ?

I. — Nous venons de dégager de l'observation un certain nombre d'éléments concourant à la notion que nous étudions ici, mais il ne faudrait pas se représenter chacun

devient incapable et renonce à ses prérogatives au profit de l'union conjugale. Voir aussi R. MINARD, thèse citée, p. 65.

(16) Voir aussi : Cass. Civ., 6 déc. 1859 (S. 60-1-644), permettant au mari de convertir en capital, une rente de sa femme pour s'attribuer personnellement le bénéfice d'un gain de survie, sous prétexte qu'il assurait en même temps l'avenir de la famille.

d'eux isolément ; ils se pénètrent, au contraire, mutuellement dans la complexité de la vie juridique, à tel point qu'il est quelquefois difficile de les reconnaître et ils s'apprécient souvent en fonction les uns des autres et en fonction du but, pour former la notion d'administration ou si l'on préfère d'acte normal. Pourquoi un acte est-il sans danger ? Parce qu'il est de faible importance ou parce que l'intention certaine et l'aptitude de l'époux en feront une opération des plus sûres ; parce que, même ses conséquences lointaines ne sont point à craindre et qu'il n'est pas contraire à l'ordre public. Pourquoi un acte est-il sans importance ? Parce qu'il est sans danger ou du moins que le danger n'est pas grave. Les conséquences indirectes seraient-elles au contraire à craindre ? C'est qu'il y a des risques, augmentés peut-être par l'intention mauvaise de l'époux ou son incompétence. L'acte d'administration ou acte normal, dans le sens que nous lui avons donné ⁽¹⁷⁾, est donc *l'acte mesuré, non dangereux, dont les suites ne sont pas ruineuses, accompli intentionnellement par l'époux pour satisfaire au but du patrimoine conjugal, non contraire à l'ordre public*. Il n'y a même pas entre ces éléments une commune mesure, chacun intervenant avec des valeurs différentes selon les espèces et les catégories. *C'est l'équilibre mutuel de toutes ces considérations et de bien d'autres peut-être, qui, obtenu d'après une notion de bon sens, peut seul aboutir à une solution équitable*. C'est dans cet équilibre que réside la nature de l'acte d'administration.

La définition que nous donnons ainsi, n'est pas sans défaut, elle contient un élément intentionnel, par suite très élastique et en outre elle renferme l'idée de normalité qui n'apporte pas une grande précision, mais il n'y a pas de véritable définition théorique de l'acte en question. La formule que nous préconisons, n'est pas un critérium intangible mais un simple *processus de l'appréciation*.

(17) Voir supra, p. 51.

II. — Ceci nous amène à nous demander s'il existe un principe de l'acte d'administration des biens de la femme mariée. En d'autres termes : y a-t-il un lien entre ces éléments, une formule qui permette d'obtenir cet équilibre ? Sans hésitation nous pouvons répondre négativement. A moins de dispositions légales exceptionnelles, le principe de l'administration doit en effet correspondre aux pouvoirs de l'administrateur, nous avons dit qu'il n'aurait aucune raison d'être sans cela. Or nous constatons ici, au sujet des biens de la femme, qu'un critérium quel qu'il soit, se trouve trop souvent infirmé et même dans certains cas, tout à fait inapplicable. Ainsi, la règle de l'acte non dangereux, c'est-à-dire qui n'affecte pas la composition matérielle du patrimoine, énoncé par M. LE BARON, est sans valeur relativement à la donation, même à la donation sans charges, puisque la pratique révèle que l'époux administrateur ne pourra jamais l'accepter pour le compte de la femme (18). Il en est de même au sujet des aliénations comprises dans une fondation, ou de la vente d'un immeuble faisant partie d'un fonds de transactions immobilières appartenant à la femme, ou encore d'une transaction faisant subir une perte à son patrimoine, lesquelles sont ou peuvent être permises bien qu'elles portent atteinte à l'intégrité physique du patrimoine. Pourrait-on soutenir que ce sont là de simples exceptions quand elles deviennent aussi nombreuses que le principe ? L'exception ne mérite vraiment son nom que si elle est suffisamment rare pour ne pas trop contrarier l'application de la règle, mais lorsqu'elle prend une certaine fréquence et devient importante, elle ne doit plus être considérée comme telle et l'on peut dire qu'il y a en définitive, un deuxième principe antagoniste du premier. Il faut en conclure qu'il y a seulement en matière d'administration, des *règles particulières trop souvent contradic-*

(18) De tous les administrateurs du droit privé, seul, le père a le pouvoir de l'accepter pour son enfant mineur.

toires, des éléments d'appréciation jouant, tantôt dans un sens tantôt dans l'autre, mais dans l'état actuel de nos connaissances il paraît impossible de découvrir dans quelle mesure ils se combinent et s'associent ou au contraire s'excluent et se repoussent. Il n'y a donc pas une loi de leur équilibre, il n'y a pas de critérium utile de l'acte d'administration.

Cependant M. TRASBOT a pu quelque peu nous séduire par sa formule tendant à établir que le principe de cet acte serait fixe tandis que son application seule serait variable. Après réflexion, cette façon de raisonner, loin d'infirmenr notre thèse, la confirme pleinement. Vouloir ainsi élever le principe et lui donner une grande valeur théorique, c'est transporter toutes les difficultés dans le domaine de l'application pratique et nous sommes au regret de constater qu'avec la complexité de la matière, le critérium ainsi généralisé ne peut être d'un grand secours. Disons que, *scientifiquement, le principe est sauf mais inutile*. L'acte normal de M. TRASBOT, est d'un concept si général qu'il se confond avec la notion d'administration elle-même. Il contient tous les éléments que nous avons analysés ; il se définit par lui-même et aboutit à une *pétition de principes*. On pourrait même dire qu'en les interprétant dans ce sens étendu, tous les critères pourraient alors convenir. Peu importe le mot s'il y a la chose : qu'on l'appelle acte normal, acte prudent et sans risques, acte avantageux ou opportun, ou tout simplement acte d'administration, les difficultés de la vie juridique n'en seront point affectées et il faudra toujours recourir à la même notion pratique et de bon sens. Comme on le voit, si pour satisfaire aux exigences des hautes disciplines scientifiques, l'on veut à tout prix établir une règle technique dans notre matière, on n'aboutit qu'à une conception générale sans utilité.

L'essai de M. GOLDSCHMIDT, de compartimenter la question en établissant des principes particuliers à chaque

catégorie de personnes, n'échappe pas à cette dure constatation. Que l'on établisse une règle spéciale pour la femme administratrice et une pour le mari, cela ne change pas l'aspect de la question, car toujours, l'on se heurte à la même complexité des contingences. C'est cette anarchie dans les circonstances de fait qui s'oppose irrémédiablement à tout concept absolu, qu'il s'agisse d'un principe général ou particulier.

III. — Les seules améliorations que l'on pourrait apporter dans le domaine pratique, consisteraient à établir *quelques règles très particulières, s'appliquant sans trop de rigueur à un nombre limité, de cas*. Mais c'est là le rôle du juge et non celui du législateur et la jurisprudence n'a pas manqué de le faire quelquefois, notamment lorsqu'elle décide que les opérations de bourse faites au comptant par une femme séparée de biens, dans la limite de ses capitaux actuels, rentrent dans son administration, tandis qu'elles constitueraient une disposition si les ordres étaient passés à terme et sans couvertures suffisantes (19). Encore n'y a-t-il là qu'une simple directive susceptible d'être désavouée s'il surgissait des circonstances imprévues dénaturant l'opération.

L'étude de ces directives est le seul domaine dans lequel la recherche scientifique puisse apporter un concours utile au praticien, en discernant les divers ordres d'arguments sur lesquels se fonde la décision du magistrat. Elle pourrait ainsi apporter un peu plus de clarté dans la matière et corriger, dans la faible mesure où il existe, ce danger d'arbitraire du juge dont la Doctrine s'épouvante quelquefois. Hors ce domaine, elle risquerait de manquer son but en perdant de vue la leçon des réalités et en oubliant que la solution de notre problème demeure avant tout une *question de fait*.

(19) Cour de Toulouse, 6 juin 1883 ; D. P. 85, 2, 75.

Conclusion

Parvenus au terme de nôtre étude par le rapprochement des données doctrinales et des enseignements de la pratique, nous constatons avec regret qu'on n'a pu aboutir à une solution satisfaisante. Les quelques formules qui ont été données sont, ou bien fausses et incomplètes, ou bien générales et guères plus expressives que la notion à définir. Il n'y a, à vrai dire, sous toute ces discussions, qu'une conception courante de l'administration des biens de l'épouse (comme d'un patrimoine quelconque), dépendant peut-être autant de nôtre formation sociale que des considérations diverses dont nous avons parlé et à laquelle viennent se heurter toutes les définitions. La vie pratique s'est-elle trouvée affectée de cette absence de principes utiles, comme le pensaient certains théoriciens à l'esprit rigoureux ? Il semble au contraire qu'elle s'en accommode fort bien car nous avons pu constater dans nos recherches de jurisprudence, que les conflits, relativement nombreux en cette matière, dans le courant du siècle dernier, sont devenus aujourd'hui de plus en plus rares. Nous voyons dans ce fait significatif, une approbation tacite des justiciables qui dispense de longs commentaires.

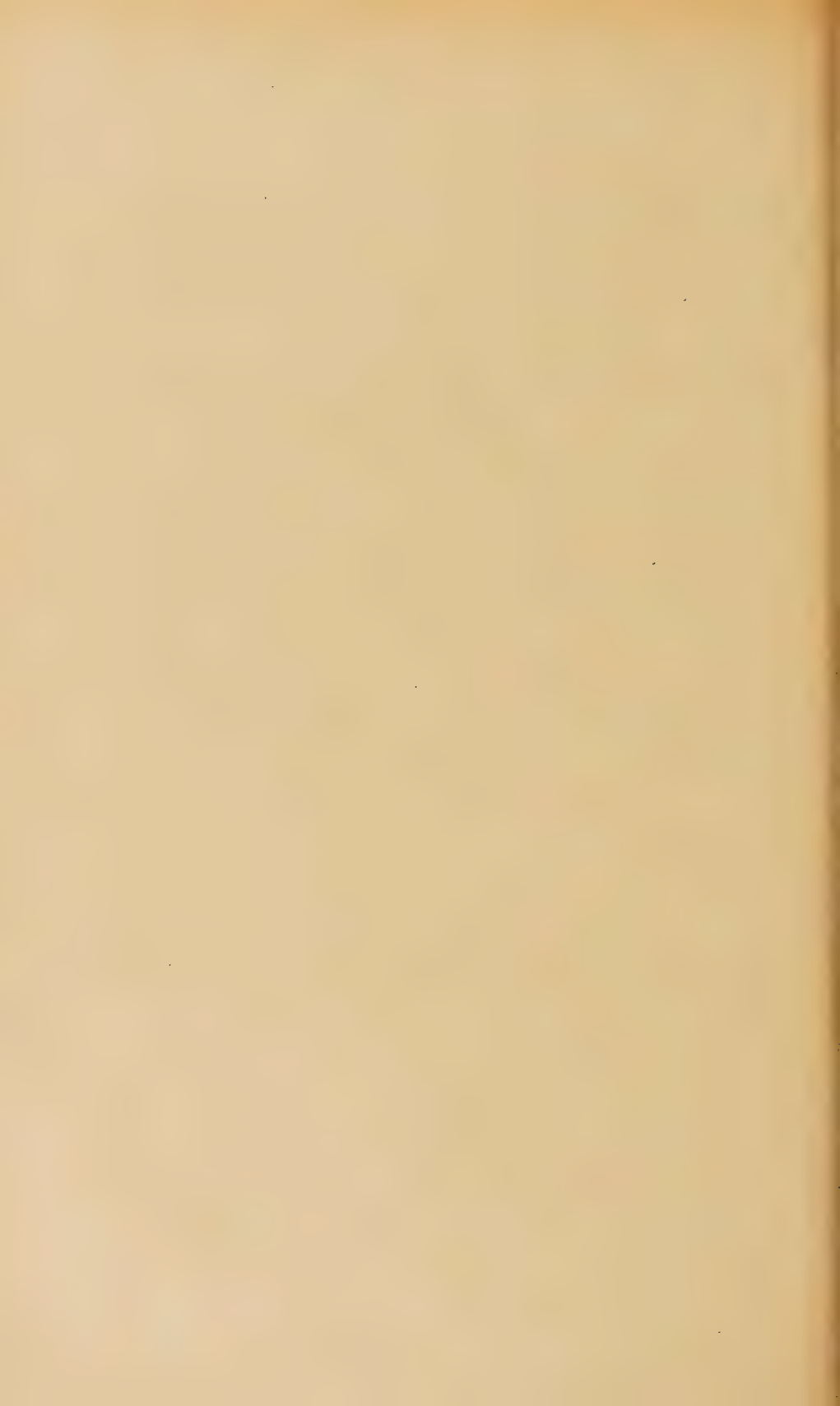
C'est en nous appuyant sur cette pratique jurisprudentielle que nous voudrions formuler et faire admettre les

conséquences que nous en avons déduites. La première s'exprime ainsi : le concept de l'acte d'administration est formé de deux notions, celle de l'acte d'exploitation matérielle et celle des pouvoirs et capacités des personnes. Cette dernière ne formant qu'un élément du même problème, il s'ensuit que l'on ne saurait établir, entre les expressions « pouvoir d'administrer » et « capacité d'administrer », des différences essentielles ; la situation du mari est donc identique à celle de la femme. — Mais la conséquence la plus importante réside dans l'impossibilité d'élaborer un principe utilement applicable, soit à la notion d'acte d'exploitation, soit à celle des pouvoirs et capacités, soit à plus forte raison au problème de l'acte d'administration considéré dans son ensemble. L'infinie complexité de la matière s'y oppose et la solution demeure une véritable question de fait.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul domaine où l'on constate cette impuissance des principes. La même incertitude règne en ce qui concerne le droit de propriété sur lequel les auteurs sont loin d'être d'accord. Or, tandis que la Doctrine s'épuise en discussions superflues et que s'affrontent avec plus ou moins de fortune les théories de MM. JOSSE-RAND, DUGUIT, HEGEL, la pratique continue à appliquer une conception empirique, conforme aux besoins, d'où elle tire toutes les conséquences propres à satisfaire l'intérêt social et les propriétaires jouissent paisiblement de leur droit, limité seulement par le droit des autres. La nature du droit de propriété, comme celle de l'acte d'administration, est une notion confuse, correspondant à un sentiment naturel de l'homme, mais difficile à extérioriser avec précision et l'on ne peut guère en donner une définition que dans un intérêt purement spéculatif et pour les besoins de l'entendement juridique.

Cette comparaison dans une matière bien plus importante que la nôtre par ses conséquences sociales, doit nous

abriter des reproches de ceux qui voudraient nous considérer comme adversaires déclarés de tout progrès scientifique car, ici comme là, l'absence d'une règle impérative n'a pas empêché l'institution d'atteindre le but qu'on en attendait. Ajoutons que loin de nier la valeur des principes, nous voulons seulement éviter de leur donner une rigidité mathématique, trop dangereuse dans le domaine juridique ou social. De même que dans les sciences biologiques, les recherches les plus profondes, les observations les plus minutieuses, se heurtent souvent à l'inflexible loi de la vie, de même ici, les principes se heurtent à la puissance des impondérables devant lesquels ils doivent nécessairement plier. Nous affirmons notre foi en la Science, nous savons que sa tâche est ingrate et lourde de difficultés mais il faut justement la garder d'une logique rigoureuse qui s'opposerait à la solution équitable des conflits et ne permettrait pas d'apporter des solutions satisfaisantes aux problèmes posés par les relations pécuniaires et hiérarchiques des époux dans le mariage.



Bibliographie

OUVRAGES GENERAUX DE DROIT

- ARGENTRÉ (Bernard d'). — Commentaire de la coutume de Bretagne, 3e éd., 1621.
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5 éd.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité théorique et pratique de Droit civil, 3e éd. : *De la tutelle*, vol. 5 ; *Du Contrat de mariage*, vol. 16 et 18 ; *De la Société*, vol. 23 ; *Du mandat*, vol. 24.
- BEAUMANOIR (Philippe de). — Coutumes de Beauvoisis, 1899-1900.
- BEUDANT Ch. — Cours de Droit civil français, tome III, 1897.
- CHÉNON E. — Histoire du Droit français public et privé, 2 vol. Sirey, 1926-1929.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit civil français, 6e éd., 1930.
- DELVINCOURT. — Cours de Droit civil, Paris, 1834.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, vol. 3, 4, 7 et 8.
- DOMAT. J. — Les lois civiles dans leur ordre naturel. Paris, 1695.
- GIRARD P.-F. — Manuel élémentaire de Droit romain, 8e éd.
- GUILLOUARD L. — Œuvres : Les coutumes en pays et duché du Nivernais. Bordeaux, 1703.
- HUC Th. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, tome IX et XII.
- LAFERRIÈRE F. — Essai sur l'histoire du Droit français, 2e éd.
- LAURENT F. — Principes de Droit civil français, 3e éd. vol. II, IV, V,

XXII, XXVII.

- LHOMMEAU. — Maximes générales du Droit français.
LOISEL. — Institutes coutumières, 1846.
MARCADÉ et PONT. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon, 5e éd., vol. 7.
MAY G. — Eléments de Droit romain, 14e éd.
ODIER P. — Traité du contrat de mariage. Paris, 1847.
PLANIOI M. — Traité élémentaire de Droit civil, 9e éd.
PLANIOI et RIPERT. — Traité pratique de Droit civil français : vol. I par R. Savatier ; vol. III par M. Picard ; vol. VIII et IX par M. Nast.
POTHIER R.-J. — Œuvres nouvelles, 1817-1820.
TOULLIER. — Le droit civil français suivant l'ordre du Code. Vol. 12.
TROPLONG. — Le Droit civil expliqué, vol. 2 et vol. 16.

AUTRES OUVRAGES

- BONNECASE J. — Précis pratique judiciaire et extra-judiciaire. Eléments de clinique juridique. Sirey, 1927.
DEMANGEAT Ch. — De la condition du fonds dotal en droit romain. Paris, 1860.
GÉNY F. — Science et technique en droit privé positif, éd. 1915.
GIDE P. — Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne, 2e éd., 1885.
GOLDSCHMIDT P. — Etude de l'acte d'administration en droit civil français. Thèse, 1898.
LE BARON. — L'acte d'administration en droit civil français. Thèse, Paris, 1916.
LEFEBVRE Ch. — Cours de doctorat sur l'histoire du droit matrimonial français. Paris, Larose, vol. 3 et 4.
MINARD R. — Droits du mari sur les valeurs mobilières de sa femme. Thèse, Paris, 1902.
PELLAT C. A. — Textes sur la dot. Paris, Videcoq, 2e éd.
PENET J. — Des administrateurs et des actes d'administration d'après le Code civil. Thèse, Grenoble, 1883.
PRAX A. — Propriété et jurisprudence. Thèse, Montpellier, 1933.
ROUX A. — Les observations du Tribunal d'appel de Montpellier sur le projet de Code civil. Montpellier, 1919.
SALEILLES R. — De l'aliénation des valeurs mobilières par les administrateurs du patrimoine d'autrui. Paris, 1883.

TRASBOT A. — L'acte d'administration en droit privé français. Thèse, Bordeaux, 1921.

REVUES, RECUEILS, NOTES....

BARRILLEAU G. — La constitution de dot dans l'ancienne Grèce : *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1883, p. 145-185.

BRODEAU. — Recueil de plusieurs notables arrêts du Parlement de Paris, pris des mémoires de M^e Georges Louët, 1693.

COLIN A. — Le droit des gens mariés dans la coutume normande : *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1892, p. 427 et suivantes.

DARESTE. — Les anciens codes brahmaniques : *Journal des Savants*, janv.-fév. 1884. — Les papyrus gréco-égyptiens : *Journal des Savants*, mars 1883.

FENET P. A. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil, 1827.

HOUPIN. — Note au : Répertoire du Notariat, 1883, ns 953.

JÈZE G. — De l'utilité des études théoriques de jurisprudence : *Revue du droit public et de la science politique*, 1914, p. 312 et suiv.

LYON-CAEN. — Note sous : Paris, 12 juillet 1869 : S. 69-2-321.

Recueils divers : *Bulletin des arrêts de Cassation en matière civile*. — *Gazette du Palais*. — *Gazette des Tribunaux*. — *Recueils Sirey, Dalloz*. — *Répertoire du notariat*.

RODIÈRE. — Note sous : Cass., 18 août 1868 : S. 69-1-17.

Table des Matières

CHAPITRE PRELIMINAIRE

<i>Origine et développement de la notion d'administration des biens de la femme mariée.....</i>	7
I. — Premiers symptômes.....	8
II. — Dans les coutumes barbares.....	9
III. — Dans le Droit romain.....	12
IV. — Dans notre Ancien Droit.....	16
INTRODUCTION	27

CHAPITRE PREMIER

CONCEPTIONS DOCTRINALES	34
Section I. — <i>De la conception de l'administration dans l'ensemble de la Doctrine.....</i>	36
I. — Principaux courants d'opinion.....	36
a) Théories absolues.....	37
b) Théories intermédiaires.....	38
c) Théories souples.....	39
II. — Divers critères proposés.....	41
Section II. — <i>Examen des études spéciales de l'administration des biens.....</i>	45
I. — Systèmes de l'altération matérielle.....	45
II. — Système de l'acte normal.....	49
III. — Système à principes multiples.....	53

CHAPITRE II

Solutions jurisprudentielles concernant l'acte d'administration sur les biens de la femme.....	57
Section I. — Nature et caractères de la notion jurisprudentielle	59
I. — La jurisprudence ne tend pas à établir un principe de l'acte d'administration.....	59
a) Absence de classification d'actes.....	59
b) Absence de critère général.....	61
II. — Elle s'inspire d'une notion courante dépendant des circonstances	62
III. — Extension variable de la notion jurisprudentielle selon qu'elle s'applique à l'un ou l'autre époux.....	64
I. — Aliénation.....	66
II. — Transaction.....	69
III. — Surenchère.....	70
Section II. — Principaux motifs mis en relief par la jurisprudence	71
I. — Idée de mesure.....	72
II. — Intention, mobiles.....	73
III. — Intérêt familial.....	74
Section III. — Dérogation en faveur des tiers de bonne foi.....	75
Appréciation	77

CHAPITRE III

Etude synthétique de la nature de l'acte d'administration sur les biens de la femme

Section I. — Avantages et inconvénients des solutions proposées..	78
Section II. — Caractères de la notion d'acte d'administration....	82
I. — Le but et les moyens de l'administration.....	82
II. — Caractères de l'acte.....	84
a) Il est une catégorie économique.....	84
b) L'acte d'administration répond à une notion générale, à la fois objective et subjective, s'appliquant aussi bien à la femme qu'au mari.....	85
c) L'acte d'administration a une compréhension variable et dépendante des circonstances personnelles et matérielles	87

Section III. — Divers éléments d'appréciation.....	90
a) Idée de danger ou de risque.....	90
b) Idée de mesure.....	91
c) Incidences de l'acte.....	92
d) Considérations personnelles (<i>mobiles, fraude du maris</i>)	93
e) Ordre public.....	95
Section IV. — Y a-t-il un principe de l'acte d'administration sur les biens de la femme ?.....	96
I. — Formule de l'acte.....	96
II. — Il n'y a pas de principe théorique utile.....	98
III. — Directives pratiques.....	100
Conclusion.....	101
Bibliographie.....	150

A Montpellier, le 7 janvier 1937,

Vu : le Président de la thèse :

VIALLETON

Vu et approuvé :

Montpellier, le 9 janvier 1937 :

Le Doyen : MORIN

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 11 janvier 1937

Le Recteur : TAILLIART.

